



Pas moins de 100 000 candidats ont raté l'examen à cause des retards

## Session spéciale Bac à partir d'aujourd'hui

La session spéciale au profit des candidats exclus de la première session du Bac 2017, pour cause de retard débute aujourd'hui. Plus de 100 000 candidats sont concernés par cet examen qui prendra fin le 18 juillet en cours.

Page 2

Aéroport d'Alger

## Arrestation d'un trafiquant de drogue

Page 24



Par Saâd Taferka

**D**epuis 2016, les programmes de logements, toutes formules confondues, ont commencé à être affectés par les effets indirects de la crise financière du pays, même si cela a eu lieu avec une ampleur moindre que les programmes des autres secteurs (travaux publics, hydrauliques...).

Une commission interministérielle va élaborer un rapport dans 15 jours

# Tebboune veut régler la question du foncier industriel

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, passe à la vitesse supérieure pour assainir définitivement la question du foncier industriel qui représente un sérieux écueil pour la promotion des investissements et le développement de l'industrie nationale.

Page 3



Les transactions sans factures se chiffrent en milliards

## Quelle solution contre l'informel ?

Page 2



Nouveaux programmes de logements

## Tirer les leçons des erreurs et des insuffisances passées

Néanmoins, un indice commençait à montrer des signes d'essoufflement dès la fin de l'année dernière. Il s'agit des factures impayées de plusieurs dizaines d'entreprises ayant pris en charge les projets de logements. Cela a amené même certains intervenants sur le terrain à libérer des travailleurs et à les mettre en chômage technique. Pis encore, une certaine appréhension a commencé à gagner les ménages qui ont postulé à l'acquisition d'un logement, chacun selon la formule qui sied à sa condition sociale (LPL, AADL, LPP, habitat rural...).

Abdelmadjid Tebboune qui était jusqu'au début du mois de mai 2017, ministre

en charge du secteur de l'Habitat, avait fait endosser la responsabilité du retard de paiement des entreprises chargées de la réalisation des programmes de logement au ministère des Finances.

Au mois de juin dernier, le nouveau gouvernement a décidé de faire verser par les banques une enveloppe financière de 130 milliards de dinars aux entreprises qui détiennent des créances depuis plusieurs mois sur les bailleurs de fonds. Cette enveloppe est destinée principalement aux entreprises ayant en charge la réalisation des programmes de logements LPP et Aadl.

Page 4

Ciment

## GICA vise une production de 20 millions de tonnes

Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) va augmenter sa production à 20 millions de tonnes/an de ciment à l'horizon 2019-2020 grâce aux projets d'extension de trois cimenteries et lancement de deux nouvelles usines, a annoncé mardi à Chlef un représentant de cette entreprise publique.

Page 5



Pas moins de 100 000 candidats ont raté l'examen à cause des retards

## Session spéciale Bac à partir d'aujourd'hui

La session spéciale au profit des candidats exclus de la première session du Bac 2017, pour cause de retard débute aujourd'hui. Plus de 100 000 candidats sont concernés par cet examen qui prendra fin le 18 juillet en cours.



Par Karima Nacer

Exclus de la session normale de l'examen du Bac, les retardataires à l'examen normal saisisent leur chance aujourd'hui pour l'obtention du sésame qui leur permettra l'accès à l'université. Les 104 036 candidats dont 10 082 scolarisés et 93 954 libres seront répartis sur les 299 centres d'examens à travers l'ensemble du territoire national.

L'exclusion des candidats au Bac à cause du retard a été fortement dénoncée par les parents d'élèves et les candidats eux-mêmes. La décision d'exclusion a été qualifiée d'injuste par ces derniers, car elle n'a pas pris en considération les raisons objectives pouvant justifier le retard.

La décision de l'organisation d'une session spéciale du baccalauréat, rappelons-le, a été prise sur instruction du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et annoncée par le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, le 23 juin dernier à l'Assemblée populaire nationale (APN).

Pour réussir l'examen, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a donné des instructions fermes lors de sa rencontre avec les directeurs et cadres relevant de son secteur, pour que soient appliquées «les mêmes mesures réglementaires

et de sécurité» que pour la précédente session de cet examen.

Parmi les mesures prises lors de la session ordinaire du baccalauréat figuraient «la possibilité de choisir entre deux sujets dans chaque matière, et l'octroi de 30 minutes supplémentaires pour que les candidats puissent choisir un des deux sujets».

Les candidats à cette session spéciale ont retiré leurs convocations le 4 juillet auprès de l'Office national des examens et des concours (Onec) qui organise cette session.

Concernant le côté organisationnel, il est interdit aux candidats d'utiliser les téléphones portables où tout autre moyen de communication à l'intérieur des centres d'examens, sachant que toutes ces notes ont été déjà

mentionnées dans la convocation remise au candidat.

Pour assurer le bon déroulement de cette session, les services de la Sûreté nationale et ceux de la Gendarmerie nationale ont mis en place un dispositif sécuritaire spécial sur les 48 wilayas en mobilisant des moyens humains et matériels supplémentaires pour réussir cette épreuve.

A noter que les résultats du baccalauréat seront affichés à la fin du mois en cours pour que les candidats puissent effectuer leurs inscriptions universitaires à partir du 1<sup>er</sup> août, date du début des inscriptions préliminaires sur le site électronique établi par le ministère de l'Enseignement supérieur à cet effet.

K. N.

Les transactions sans factures se chiffrent en milliards

## Quelle solution contre l'informel ?

Par S. A. Mohamed

L'Etat semble décidé à s'attaquer à l'informel qui gangrène l'économie nationale. «Une des solutions efficaces» réside, selon le ministre dans la multiplication des grands ensembles.

C'est ce qu'a estimé, mardi à Constantine, le ministre du Commerce, Ahmed Saci. «Les transactions commerciales sans factures ont atteint au premier semestre 2017, 69 milliards de dinars et pour mieux maîtriser le secteur, il serait nécessaire de multiplier autant que possible les grandes surfaces de distribution et de commercialisation», a indiqué le ministre dans un point de presse, tenu en marge d'une visite de travail dans cette wilaya. M. Saci qui a mis l'accent sur l'importance du vaste programme de réalisation des marchés de gros des fruits et légumes à l'échelle nationale pour mieux «gérer» la production agricole, a appelé à l'intégration du secteur privé dans la réalisation de grandes surfaces pour «une meilleure maîtrise

des transactions commerciales». Mettant en avant l'importance des efforts déployés par l'Etat à l'échelle locale et nationale pour lutter contre le phénomène des transactions commerciales illicites à travers, notamment le contrôle, le ministre a également préconisé des partenariats entre les producteurs et les distributeurs «pour mettre fin à l'informel et à la spéculation dans l'objectif de préserver l'économie nationale et la santé du citoyen». Dans ce sens, M. Saci a affirmé que «l'Algérie pourrait abriter jusqu'à trois 300 grandes surfaces commerciales», soulignant que cette forme d'organisation du commerce contribuera à la «réduction des transactions commerciales illicites, l'amélioration de la qualité des produits et la maîtrise des prix des produits alimentaires». Par ailleurs, le ministre qui a réitéré l'engagement de l'Etat à soutenir et promouvoir la production nationale, a affirmé que «les procédures et décisions prises dans ce cadre ne sont appliquées qu'avec le consentement de toutes les parties concernées, notamment en ce qui

concerne la production pharmaceutique». S'agissant de la délivrance des autorisations d'importation des produits alimentaires notamment, Ahmed Saci a indiqué que «les mesures prises dans ce chapitre prennent en considération l'engagement de l'Algérie vis-à-vis des pays avec lesquels des conventions ont été conclues et la disponibilité des produits alimentaires sur le marché local». A son arrivée à Constantine, le ministre du Commerce avait visité la boulangerie industrielle de la commune de Ben Badis, avant de se rendre dans une entreprise privée de fabrication de lingette à Aïn Smara et de poser la première pierre d'un projet de réalisation d'un centre commercial à la ville Ali Mendjeli et l'inauguration d'une structure similaire dans cette même ville. Le ministre s'est également rendu au marché de proximité de la cité Zouaghi Slimane puis au Laboratoire régional de contrôle de qualité, l'unique en Algérie assurant le contrôle des électroménagers.

S. A. M.

Ils organiseront un sit-in le 26 juillet à Alger

## Les retraités de Sonatrach reprennent la protestation

Par Rachid Chihab

Les retraités de Sonatrach reviendront à la charge le 26 juillet prochain en organisant un sit-in devant le ministre de l'Energie et des Mines. Révoltés par la gestion de leur mutuelle (MIP), des retraités de Sonatrach regroupés au sein du Collectif du groupe Sonatrach travailleurs retraités et leurs ayants droit ont décidé de passer à l'action pour dénoncer ce qu'ils appellent «la gestion douteuse des affaires de leur mutuelle» et demander par la même occasion «le retour à l'ancien régime de calcul des pensions complémentaires de retraite (PCR)», passée de 20% à 12%, sans qu'une explication convaincante ne soit donnée aux membres de cette mutuelle.

Dans leur document, les initiateurs de ce mouvement s'estiment trahis et arnaqués par la mutuelle qui a, selon eux, procédé à des changements de taux de calcul de la retraite complémentaire en toute illégalité et sans aviser les personnes concernées par ce régime complémentaire de retraite. Cette décision, d'après la même source, ne fera que fragiliser davantage la situation sociale des retraités de Sonatrach qui ont passé toute leur vie à produire du pétrole et du gaz sous des températures dépassant parfois les 50 °C.

D'après le communiqué, le PCR est une pension égale à un taux maximum de 20 % de l'assiette de salaire servant de calcul pour la pension de retraite attribuée par la CNR. Le financement du fonds-retraite est assuré par la cotisation mensuelle du travailleur-adhérent, calculée à raison de 1,5% de l'assiette soumise à la cotisation de la Sécurité sociale, prélevée à la source (précomptée sur salaire et versée à la MIP), la contribution annuelle de l'employeur (Sonatrach) calculée à raison de 1,5% de l'assiette soumise à la cotisation des travailleurs-adhérents au fonds de retraite complémentaire.

Le versement de la pension est effectué bimestriellement, la pension est soumise aux seules retenues de 2% pour les assurances sociales (régime général) et 10 % d'impôts IRG. D'après une source au sein de ce collectif, les retraités de Sonatrach ont tenu déjà 25 actions de protestation pour dénoncer ce changement de calcul des pensions complémentaires de retraite.

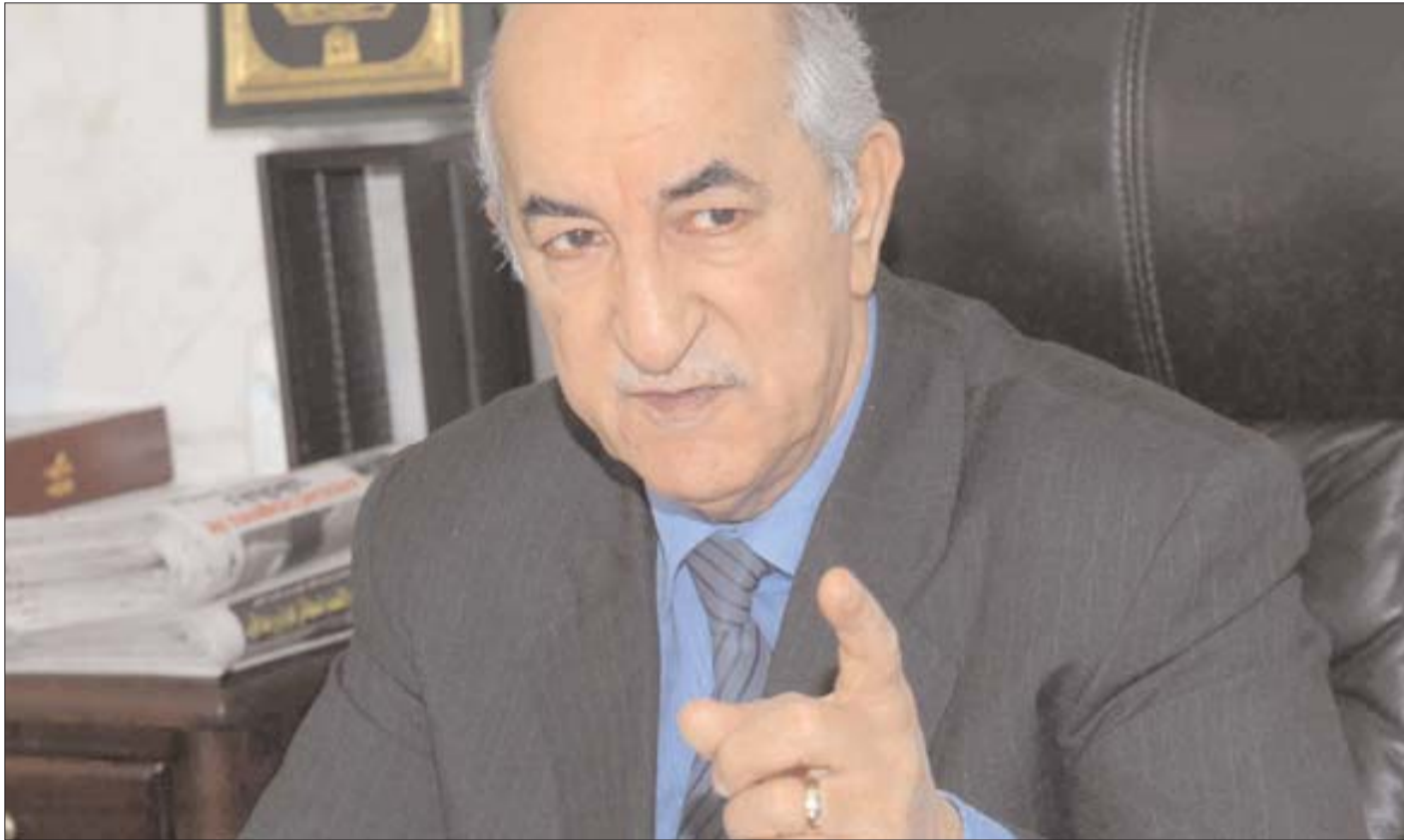
R. C.

# ÉVÈNEMENT ▶▶

Une commission interministérielle va élaborer un rapport dans 15 jours

## Tebboune veut régler la question du foncier industriel

**Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, passe à la vitesse supérieure pour assainir définitivement la question du foncier industriel qui représente un sérieux écueil pour la promotion des investissements et le développement de l'industrie nationale.**



Par M. Ait Chabane

**A** cet effet, il a installé une commission interministérielle tripartite qui sera chargée d'élaborer un rapport détaillé dans un délai de 15 jours dans la perspective de déceler les dysfonctionnements et les carences et y remédier au plus vite. Ladite commission composée du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, celui des Finances et celui de l'Industrie et des Mines aura pour mission principale de statuer «sur la faisabilité ou non des zones industrielles nouvelles proposées par le ministre de l'Industrie et des mines, et de préparer également les projets de textes nécessaires à la bonne utilisation et gestion du foncier disponible», selon un

communiqué rendu public, hier, sanctionnant la réunion du Conseil interministériel présidé par Abdelmadjid Tebboune, en présence de Nouredine Bedoui, Abderrahmane Raouya et Mahdjoub Bedda. Lors de cette réunion, il a été procédé à l'examen des résultats de l'évaluation de la situation des zones industrielles et des zones d'activités, réalisée par les soins du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales et de celui de l'Industrie et des mines et ce, sur instruction du Premier ministre. Cette évaluation a fait ressortir l'existence de 11 600 hectares de réserves foncières destinées à l'investissement en situation de non-exploitation, dont 13 977 parcelles couvrant une superficie de 5 530 ha non attribuées se composant de 2 773 ha au niveau des zones

industrielles et de 2 757 ha au niveau des zones d'activités. Cette évaluation a également fait ressortir l'existence de 15 140 parcelles destinées à l'investissement, attribuées mais non exploitées, couvrant une superficie de 6 132 ha réparties entre 3 183 ha de zones industrielles et 2 949 ha de zones d'activités. Des chiffres qui renseignent on ne peut mieux sur la complexité de cette question du foncier industriel qui reste toujours d'actualité en dépit des bonnes intentions à chaque fois renouvelées par le gouvernement pour l'assainir. L'ex-ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, en avait même fait une priorité, sans pour autant parvenir à concrétiser les objectifs escomptés. En attendant les

résultats de cette commission interministérielle mise sur pied par le Premier ministre, le gouvernement fait preuve d'une volonté délibérée de régler définitivement cette lancinante question du foncier industriel qui représente un frein sérieux aux efforts de développement de l'industrie nationale et de diversification économique. En d'autres termes, l'assainissement du foncier industriel est une question vitale pour l'amorce d'une réelle dynamique de développement économique, en ce sens qu'il représente la base essentielle pour tout investissement industriel national ou étranger. Il s'agit également de libérer le foncier de l'emprise des prédateurs qui le bradent pour tirer des bénéfices exorbitants.

M. A. C.

### Bouteflika nomme Hacène Mermouri ministre du Tourisme et de l'Artisanat

Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a nommé hier M. Hacène Mermouri ministre du Tourisme et de l'Artisanat, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Conformément à l'article 93 de la Constitution, et après consultation du Premier ministre, Son Excellence, M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, a nommé, ce jour, M. Hacène Mermouri ministre du Tourisme et de l'Artisanat», précise la même source. R. N.

FLN

### Tenue de la session du CC les 22 et 23 octobre prochain

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès a annoncé lundi que la tenue de la session ordinaire du comité central du parti interviendrait les 22 et 23 octobre.

Conformément à l'article 34 des statuts du parti, la session ordinaire du comité central se tiendra les 22 et 23 octobre 2017, a indiqué Djamel Ould Abbès lors de la réunion du bureau politique du parti.

Dans son communiqué final, le bureau politique a affirmé l'importance des élections municipales et de wilayas qui constituent le socle de la consécration du développement durable dans tous les domaines.

Après avoir félicité le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, pour la confiance que lui a accordée le président de la République, Abdelaziz Bouteflika et les membres des deux chambres du Parlement au sujet du plan d'action du gouvernement, le bureau politique a mis en avant les décisions entreprises par le gouvernement en termes de préservation du pouvoir d'achat du citoyen, outre les efforts consentis par les agriculteurs pour augmenter la production.

Il s'est également réjoui de la sécurité et la stabilité dont jouit l'Algérie dans différents domaines, ainsi que les grands efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) et les différents corps de sécurité qui veillent à l'unité et à la sécurité du pays.

Le Bureau politique du FLN, à sa tête le Secrétaire général, Djamel Ould Abbès, a réitéré son engagement quant à la mobilisation de tous ses militants et sympathisants du parti pour accompagner et concrétiser le programme du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

R. T.

Le décret exécutif paru au *Journal officiel*

## Création d'une inspection générale auprès du Premier ministre

**L**e décret exécutif portant création d'une inspection générale auprès du Premier ministre, chargée de l'évaluation de la mise en oeuvre des politiques publiques arrêtées dans le cadre du plan d'action du gouvernement, a été publié au *Journal officiel* n° 38.

Ce nouvel organe est chargé de mener des missions d'inspection, de contrôle et d'évaluation sur l'application de la législation et de la réglementation régissant le fonctionnement des services de l'Etat, des collectivités territoriales, des entreprises, organismes et structures et des organismes privés bénéficiant du concours financier de l'Etat.

Sa mission porte aussi sur le contrôle et l'évaluation de l'application et la mise en oeuvre des instructions et décisions du Président de la République et du Premier ministre et celles arrêtées en conseils des ministres et en réunions du gouvernement.

Cette inspection générale couvre également le contrôle et l'évaluation de la réalisation des projets d'investissement et de développement, et de la qualité de la gestion et des prestations des services suscités, note le décret daté du 28 juin 2017.

L'organe est dirigé par un inspecteur général assisté de 10 à 20 inspecteurs, est-il indiqué dans le même décret, précisant

que la répartition des tâches et le programme de travail des inspecteurs sont fixés par le Premier ministre, sur proposition de l'inspecteur général.

L'inspection intervient au moyen de missions de contrôle qui peuvent être inopinées ou annoncées, mais elle peut, en outre, être chargée par le Premier ministre de missions d'enquête sur des situations particulières ou exceptionnelles.

Elle s'appuie, dans ses interventions, sur le concours et la collaboration des organes d'inspection et de contrôle ainsi que des structures centrales et locales de l'administration concernée.

Dans le cadre de leurs interventions, l'inspecteur général et les inspecteurs sont habilités à demander toute information et à consulter et à reproduire tout document lié à l'activité de la structure inspectée.

Tout refus opposé aux demandes de présentation, de communication ou de renseignement formulées par les inspecteurs et toute entrave à l'exercice de leurs missions, pour quelque motif que ce soit, sont portés, sans délais, à la connaissance de l'autorité hiérarchique concernée qui doit prendre les mesures nécessaires à cet effet.

L'inspecteur est tenu, en cas de constatation de faits graves,

portant préjudice au bon fonctionnement du service, organisme et structure inspectés, saisir immédiatement par rapport l'autorité hiérarchique ou de tutelle concernée, pour prendre toute mesure conservatoire jugée utile.

Toute mission d'inspection est sanctionnée par un rapport que l'inspecteur général adresse au Premier ministre.

L'inspecteur général élabore annuellement un rapport d'activités, dans lequel il formule ses observations et suggestions portant sur le fonctionnement des services concernés, qu'il adresse au Premier ministre, ajoute le décret.

R. N.

Nouveaux programmes de logements

# Tirer les leçons des erreurs et des insuffisances passées

Depuis 2016, les programmes de logements, toutes formules confondues, ont commencé à être affectés par les effets indirects de la crise financière du pays, même si cela a eu lieu avec une ampleur moindre que les programmes des autres secteurs (travaux publics, hydrauliques,...).



Par Saâd Tafarka

**N**éanmoins, un indice commençait à montrer des signes d'essoufflement dès la fin de l'année dernière. Il s'agit des factures impayées de plusieurs dizaines d'entreprises ayant pris en charge les projets de logements. Cela a amené même certains intervenants sur le terrain à libérer des travailleurs et à les mettre en chômage technique. Pis encore, une certaine appréhension a commencé à gagner les ménages qui ont postulé à l'acquisition d'un logement, chacun selon la formule qui sied à sa condition sociale (LPL, AADL, LPP, habitat rural...).

Abdelmadjid Tebboune qui était jusqu'au début du mois de mai 2017, ministre en charge du secteur de l'Habitat, avait fait endosser la responsabilité du retard de paiement des entreprises chargées de la réalisation des programmes de logement au ministère des Finances.

Au mois de juin dernier, le nouveau gouvernement a décidé de faire verser par les banques une enveloppe financière de 130 milliards de dinars aux entreprises qui détiennent des créances depuis plusieurs mois sur les bailleurs de fonds. Cette enveloppe est destinée principalement aux entreprises ayant en charge la réalisation des programmes de logements LPP et Aadl.

Indubitablement, le mot «crise» prend, auprès de l'opinion et des citoyens, une valeur et consonance particulières lorsqu'il s'agit des programmes de logements. Même si le gouvernement a tablé, depuis 2015, sur un demi-million de logements pour résorber définitivement le déficit au niveau national, le fait est que la pression continue à peser sur les collectivités locales et l'administration, aussi bien dans les zones urbaines, que dans les régions rurales. D'ailleurs, le programme de l'habitat rural a enregistré une nette inflexion depuis 2015, après que tout le monde eut reconnu à ce programme une réussite certaine, desserrant l'étau sur les ménages et les foyers ruraux, ayant même permis un mouvement de retour des populations déplacées au cours des 20 dernières années vers les centres urbains.

Il a fallu attendre le changement de gouvernement, en mai dernier, juste après les élections législatives, pour voir la politique du

logement bénéficier d'un nouvel intérêt qui, en quelque sorte, relativise la crise financière que vit le pays. En effet, le nouveau ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Youcef Chorfa, avait annoncé en juin dernier la poursuite des programmes de construction de logement, avec une perspective d'un million d'unités d'ici à 2020, et la distribution de quelque 300 000 logements, toutes formules confondues, avant la fin de l'année 2017. Il dira, à ce propos, que «c'est un engagement pris par notre département; et la levée des contraintes financières dont se plaignaient les entrepreneurs pour mener à bien leurs missions plaide fortement pour la réalisation de cet objectif à l'échéance indiquée».

En outre, le premier responsable du secteur a rappelé les efforts de l'Etat et la réalisation de 3 millions d'unités depuis 1999. Ce qui, estime-t-il, «traduit la volonté de l'Etat à régler un problème auquel sont confrontés de nombreux pans de la société».

Régler le problème de l'accès au logement est un objectif louable, que l'Etat a pris à «bras-le-corps» au moins depuis 1999. Cependant, au-delà des volumes physiques réalisés et qui restent à réaliser, les acquéreurs de ces logements, les riverains, les habitants en général, sont-ils satisfaits de leurs conditions de vie à Chebli, Birtouta, Meftah, Bir El Djir, Ali Mendjelli ? Le paysage algérien, aux quatre points cardinaux, est garni de nouvelles figures géométriques, généralement des cubes de béton de cinq à 10 étages, faisant reculer les paysages ruraux, les buttes verdoyantes, les plaines céréalières et les bocages agricoles.

## Cadre de vie et occupation de l'espace mal pris en charge

Ce que la politique nationale du logement, de l'architecture et de l'urbanisme n'a pas pu intégrer dans son lexique usité au cours des 10 dernières années, a été rappelé en 2013 par le Président de la République à l'occasion de la cérémonie de remise du Prix national d'architecture et d'urbanisme. Ces concepts, quelque peu délaissés par les techniciens et les pouvoirs publics, ont été portés aux nues à cette occasion. Les constats dans le «mal-développement» de l'habitat et des infrastructures de base sont établis par des experts nationaux depuis plusieurs années : littoralisation de l'habitat poussée dans ses «der-

niers retranchements», déficit de symbiose entre tradition et modernité en matière de construction et d'architecture, perte ou dilution du cachet architectural, et d'autres dimensions de l'acte de bâtir, aussi stratégiques les unes que les autres, ont été exposés à l'occasion de la remise du Prix de l'architecture. Dans les programmes d'investissements publics initiés depuis le début des années 2000, le volet «construction de logements» a eu la part du lion et ce, sous toutes les formes de financement et d'acquisition. En tant qu'initiateur de ces programmes, le gouvernement était pris par une préoccupation majeure : insister sur le nombre d'unités à réaliser et les délais d'exécution, malgré tous les aléas liés à la disponibilité et à la cherté des matériaux de construction, et nonobstant les faiblesses criantes (en matériel, technologie et ressources humaines) de l'outil national de réalisation (entreprises publiques et privées). Ainsi, au cours des 16 dernières années, plus de trois millions de logements ont été construits sans qu'il y ait une halte permettant de réfléchir à l'habitabilité des unités livrées, au cadre bâti, à l'environnement général qui entoure ces nouvelles cités qui poussent comme des champignons à travers toute l'Algérie, et particulièrement de sa partie septentrionale.

Le Président Bouteflika fait le constat que «malgré les moyens financiers considérables consacrés par l'Etat au bien-être social, la construction de logements s'est souvent limitée à l'aspect quantitatif, une approche qui a donné lieu à l'émergence de cités-dortoirs qui n'ont fait qu'élargir les disparités et renforcer les sentiments de frustration et de marginalisation sociales». En effet, la problématique du logement a été souvent appréhendée par les pouvoirs publics en termes exclusivement quantitatifs et ce, au détriment d'une vision globale qui est censée intégrer toutes les données relatives à l'espace, à l'environnement, aux paramètres géotechniques (lignes de sismicité et mécanique du sol), aux valeurs de l'urbanisme, aux canons de l'architecture et au cadre général de promotion de l'être humain (espaces de loisirs, de détente et de récréation, espaces verts...). Ces critères et ses valeurs n'échappent évidemment pas aux techniciens, urbanistes et architectes algériens. Mais, les considérations politiques - concevant des programmes à finalité socia-

le marquée par l'urgence et la tension - ont malheureusement pris le dessus sur les considérations techniques, esthétiques et environnementales.

L'on s'est rendu compte que, avoir pour seul souci de multiplier le nombre d'unités de logements au rythme de la progression géométrique que connaît la démographie algérienne, relève d'un travail d'Hercule qui épuiserait toutes les énergies nationales sans pouvoir satisfaire définitivement la demande en la matière. En plus de l'impératif de diversifier les formules d'acquisition de logements par les ménages - en faisant intervenir des crédits immobiliers et d'autres formes de soutien - il importe aussi de se pencher sur la manière dont se pose le problème du logement en Algérie et sur les raisons d'une demande astronomique et infinie concentrée en milieu urbain. En outre, il est réellement temps, au-delà d'une programmation frénétique inscrite dans le cadre des plans d'investissements publics, de réfléchir sérieusement à la problématique du logement, non seulement sur le plan technique (normes, disponibilité des matériaux de construction, coût du mètre carré, règles parasismiques...), mais aussi sur les plans social, économique et spatial, en intégrant la perspective d'aménagement du territoire, telle qu'elle est déclinée dans le Schéma national d'aménagement du territoire (Snat).

## Réhabiliter l'acte et l'art de bâtir

En comptant lancer le nouveau programme d'un millions de logements à l'horizon 2020, le gouvernement Tebboune s'occupera-t-il à tirer les leçons des demi-succès que constituent les trois millions de logements déjà réalisés ? Demi-succès, car grevés de toutes les faiblesses liées au cadre de vie, à la convivialité, au respect des règles de l'aménagement du territoire et de la protection agricoles et forestières.

Si, pour certains programmes menés jusqu'ici, le «coup est parti» - même si des correctifs et des réaménagements peuvent et doivent être apportés - le vœu des aménagistes et des techniciens est que les mêmes erreurs ne se répètent pas sur d'autres sites choisis pour la construction de nouvelles cités. Il ne faudrait surtout pas reproduire le cas de certaines extensions urbaines qui ont donné lieu à de nouvelles villes «sans âme». Ce genre de situation est aujourd'hui vécu au niveau de plusieurs périmètres urbains. Par exemple, le contraste est flagrant entre la vieille médina et le tissu urbain européen de Constantine (Sidi Mebrouk, Sidi M'cid, Faubourg Lamy...), d'une part, et les nouvelles cités de Aïn El Bey qui rapprochent la ville de l'aéroport.

Nonobstant la vétusté du tissu urbain de la médina et l'impact négatif que la démographie et la mauvaise gestion ont fait vivre à l'ancienne ville perchée sur le majestueux rocher du Rummel, la ligne infinie de bâtiments que compte la plaine de Aïn El Bey n'arrive pas à offrir la chaleur humaine et les éléments primaires d'habitabilité que recèle la ville du Rocher. Le retard dans la réalisation des éléments d'accompagnement (services de la santé, écoles, centres culturels, jardins publics, services du gaz, de l'électricité, de l'eau, stades, salles de jeux...), le défaut esthétique et les malfaçons induisant des inondations et d'autres fléaux, relativisent grandement la joie et satisfaction exprimées les premiers jours par les bénéficiaires.

La politique de l'habitat a connu un parcours raboteux, aussi bien dans ses ambitions de répondre à une demande exponentielle inscrite dans la durée, que dans son évolution dans une logique territoriale peu soucieuse des équilibres, outre le déficit d'imagination dans les typologies architecturales adoptées jusqu'ici. Il s'agit, aujourd'hui, de sortir de l'esprit de la politique de l'urgence pour inaugurer l'ère de l'art de construire et de bâtir.

S. T.

Ciment

# GICA vise une production de 20 millions de tonnes

**Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) va augmenter sa production à 20 millions de tonnes/an de ciment à l'horizon 2019-2020 grâce aux projets d'extension de trois cimenteries et lancement de deux nouvelles usines, a annoncé mardi à Chlef un représentant de cette entreprise publique.**



Il s'agit des projets d'extension des cimenteries de Chlef, d'Ain El Kbir et de Zahana, et du lancement de deux nouvelles cimenteries à Sigus (Oum El Bouaghi) et à Béchar, a précisé à la presse le chef de la division de partenariat et de communication, Azzeddine Asfirane, en marge d'une journée Portes ouvertes de GICA.

Selon lui, la future cimenterie de Sigus devra produire deux (2) millions de tonnes de ciment/an tandis que celle de Béchar produira un (1) million de tonnes/an.

L'extension de l'usine d'Ain El Kbir, opérationnelle depuis février 2017, atteindra ses pleines capacités en février 2018 pour atteindre une production annuelle de trois (3) millions de tonnes, a-t-

il précisé.

Pour ce qui de l'extension de la cimenterie de Chlef, M. Asfirane a indiqué que le projet était en cours de réalisation et que son démarrage est prévu pour le premier trimestre 2018 pour porter la production de 2,135 millions de tonnes/an actuellement à plus de 4 millions de tonnes avec l'entrée en fonction d'une nouvelle ligne.

## Une plateforme web pour les clients

Une nouvelle plateforme électronique de services destinée aux clients, telles la livraison et la facturation de leurs commandes via le net, sera lancée en septembre prochain par GICA à travers ses

filiales-pilotes d'Ain El Kebira et de Chlef dans le cadre du projet Charte client, a fait savoir le directeur du système d'informatique et de développement des nouvelles technologies de ce groupe, M. Rachid Larachi.

A travers cette Charte client, il s'agit de se rapprocher davantage des partenaires et des clients de GICA et d'être à l'écoute de leurs attentes pour mieux les satisfaire, a-t-il expliqué.

Ce cimentier public avait déjà lancé, en partenariat avec le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD), une Charte client visant notamment à gagner la confiance et la fidélité de ses clients tout en améliorant la qualité d'accueil et l'accessibilité à ses ser-

vices commerciaux, et en généralisant l'utilisation d'internet pour une meilleure maîtrise de la gestion du flux clientèle, a rappelé M. Aderrahmane Abedou, consultant du CREAD.

Par ailleurs, ce groupe de cimenterie a lancé plusieurs actions visant à protéger l'environnement contre les impacts négatifs induits par les activités de production de ciment.

Il s'agit du remplacement des électro-filtres par des filtres à manches de dernière génération dans les cimenteries du groupe, de l'installation de stations d'épuration des eaux usées, du recyclage des déchets, de la réhabilitation des carrières et de l'économie d'énergie, selon des responsables de GICA. **R. B.**

Prix du pétrole

## Le Brent à plus de 48 dollars

Les prix du pétrole se relevaient mercredi en cours d'échanges européens, renforcés par une possible baisse des réserves américaines évoquée dans les premières données de l'API, publiées avant les chiffres officiels attendus en cours de séance européenne.

En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 48,21 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 69 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light

sweet crude" (WTI) pour le contrat d'août gagnait 75 cents à 45,79 dollars.

Les cours de l'or noir confirmaient leur hausse de mardi, alors que l'American Petroleum Institute (API), fédération privée qui publie ses données hebdomadaires sur les réserves de pétrole, aurait fait état d'une baisse très marquée pour la semaine achevée le 7 juillet.

"Les réserves de brut auraient reculé de 8,1 millions de barils, ce qui explose les attentes d'une baisse de 2,9 millions de barils", ont commenté des analystes.

"Si ces données sont confirmées par l'EIA (Energy Information

Administration, agence du département américain de l'Énergie ou DoE), il s'agirait de la plus forte baisse hebdomadaire depuis septembre, et mèneraient les réserves de brut sous les 500 millions de barils pour la première fois depuis janvier", ont-ils énuméré.

Les réserves de brut pourraient avoir reculé de 2,85 millions de barils, celles d'essence de 1,88 million de barils tandis que celles de produits distillés auraient augmenté de 692.000 barils, selon la médiane d'un consensus d'analystes interrogés sur les données du DoE et compilé par l'agence Bloomberg. **Reda A.**

Recherche dans l'eau et l'agriculture

## L'Algérie et l'UE signent un accord

L'Algérie et l'Union européenne (UE) ont signé mardi à Alger l'accord Prima sur la coopération scientifique en vue d'accroître la recherche dans les secteurs clés de l'eau et de l'agriculture. Cet accord a été signé par la directrice à la direction générale pour la recherche et à l'innovation à l'UE, Maria Christina Russo et par le directeur de la coopération au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), Arezki Saïdani.

Le MESRS, Tahar Hadjar a indiqué à la presse, au terme de la signature de cet accord, que ce dernier s'articulait principalement autour de l'eau et sa relation avec l'agriculture ainsi que l'alimentation.

Il a ajouté que l'Algérie participait à hauteur de 20 millions d'euros à ce programme, à la condition que cette somme soit utilisée en Algérie et "ne quitte pas le territoire national". M. Hadjar a souligné que le gouvernement a tracé un nouveau cap depuis plus d'une année et demie, à travers l'application du nouveau modèle économique, qui s'articule principalement sur le développement de l'agriculture.

Pour sa part, Mme Russo a souligné que l'accord est "très important" pour la coopération scientifique entre l'UE et l'Algérie, visant à mettre en place un programme spécifique entre l'UE et l'Algérie et d'autres pays de la Méditerranée pour accroître la recherche dans les secteurs clés de l'eau et de l'agriculture. Mme Russo a soutenu que l'objectif de ce programme était de faire des activités de recherche ensemble, entre l'UE et les pays de la Méditerranée, dont l'Algérie, dans les secteurs spécifiques notamment l'eau et son utilisation dans l'agriculture. Elle a ajouté que c'était un programme qui permet de définir les "défis stratégiques" ensemble et qui mobilisent plusieurs fonds du côté de l'UE et des pays de la Méditerranée pour avancer scientifiquement ensemble dans ce domaine. "Cet accord est très important pour la recherche scientifique mais aussi pour nos relations globales parce que c'est un signe concret du fait que nos relations avancent sur des bases solides", s'est-elle réjouie. C'est un programme pour lequel l'UE mobilise 200 millions d'euros et pour lequel tous les participants, 11 Etats de l'UE et 8 en dehors de l'UE, dont l'Algérie, mobilisent 226 millions d'euros, a-t-elle expliqué. "Près de 450 millions d'euro seront mobilisés d'ici la fin de l'année, pour une période s'étalant sur 10 ans", a-t-elle ajouté. La particularité de ce programme est la priorité scientifique qui lui est assignée, a-t-elle dit, ajoutant que les domaines dans lequel on fera la recherche scientifique sont décidés ensemble, entre l'UE et les pays partenaires comme l'Algérie. Elle a relevé que le budget alloué par l'UE était réservé exclusivement à des coopérations scientifiques pour la recherche avec la participation des pays signataires du programme comme l'Algérie. **H. M.**

Emploi

## La maîtrise du chômage en question

L'emploi en Algérie, en son volet relatif à la maîtrise du chômage, aux dispositifs de soutien à l'emploi et à la création de PME, a été mardi au coeur d'une rencontre entre le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali et le directeur du Département Moyen orient et Asie centrale au FMI, Djihad Azour.

Les deux responsables ont évoqué la politique nationale de protection sociale et la question de régulation du marché de l'emploi. Le ministre a passé en revue, lors de cette rencontre, les efforts consentis par les pouvoirs publics dans le cadre de la politique nationale de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage, ainsi que les différents mécanismes et dispositifs d'emploi et le programme de développement et de renforcement du système national de sécurité sociale. Les deux parties ont abordé également les mesures à introduire pour améliorer la compétitivité de l'économie algérienne afin de créer plus d'emplois notamment au profit des jeunes, outre l'adaptation de la législation relative au travail aux développements socio-économiques que connaît l'Algérie. "La rencontre était très importante, en ce sens que nous avons évoqué l'expérience algérienne dans le domaine du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale", a affirmé le ministre au terme de cette rencontre, ajoutant que "l'Algérie est en passe de construire une économie nouvelle et diversifiée". "Il a également été question de la relation très exceptionnelle unissant l'Algérie au FMI", a ajouté le ministre, soulignant que d'"autres rencontres sont prévues pour tirer profit de l'expérience du FMI dans de tels cas économiques". "L'Algérie, à l'instar d'autres pays de la région, est appelée à relever nombre de défis socio-économiques", a précisé M. Azour, rappelant que la rencontre avait "permis de s'enquérir des mesures prises par le ministère pour promouvoir le secteur du travail, telles que la création d'opportunités de travail et l'amélioration du niveau de la protection sociale". **G. K.**

Projet de 4 000 MW d'électricité renouvelable

# Installation de la commission de l'appel d'offres

Une commission a été installée pour examiner le dossier des énergies renouvelables, notamment pour le lancement de l'appel d'offres national et international pour la production de 4 000 mégawatts d'énergie électrique renouvelable, a indiqué, mardi à Alger, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati, en marge d'un séminaire sur la promotion de projets innovants en économie verte.



Interrogée par la presse sur le retard pris pour le lancement de cet appel d'offres, la ministre a répondu qu'une commission avait été installée et que le travail accompli par cette commission sera rendu public après la présentation du plan d'action de son ministère au gouvernement.

Selon elle, «il n'y a aucun retard sur ce dossier» et qu'il faut éviter de faire dans la précipitation, car il s'agit d'«enjeux importants» en matière d'énergies renouvelables.

Pour rappel, cet appel d'offres national et international doit être adossé à un cahier des charges obligeant les investisseurs nationaux et étrangers de produire et d'assurer le montage local des équipements industriels de production et de distribution des énergies renouvelables, notamment les panneaux photovoltaïques.

Mme Zerouati a également évoqué le projet de «stratégie relative aux énergies renouvelables» qu'elle soumettra au gouvernement.

Concernant le séminaire organisé mardi et dédié à la

promotion de projets innovants en économie verte, organisé conjointement par le R20 Med, l'Ecole nationale polytechnique Maurice Audin (Oran) et l'Ecole des mines de Saint-Etienne (France), il vise principalement la valorisation des projets innovants de développement et d'investissement en économie verte, selon ses organisateurs.

Il constitue aussi un outil pour la formalisation d'un réseau d'acteurs nationaux impliqués dans les projets innovants verts et bancaires.

Cet événement s'inscrit également dans le cadre d'un Master spécialisé de grandes écoles relatif aux projets innovants pour l'économie verte, mis en oeuvre et initié par R20 MED en partenariat avec l'école des mines de Saint-Etienne et l'Ecole nationale polytechnique d'Oran depuis novembre 2016.

Dans sa première promotion 2016-2017, 16 cadres nationaux algériens provenant de toutes les régions du pays ont été formés pour renforcer les capacités et l'expertise nationale au niveau des institutions et organismes économiques publics et privés et des

collectivités territoriales pour le montage de projets urbains techniquement et économiquement viables.

Le partenariat avec R20 MED vise la réalisation et la conception d'un programme pilote dans l'économie verte au niveau de la wilaya d'Oran.

Il s'agit d'un programme qui intègre l'économie circulaire à travers, notamment la valorisation des déchets par le recyclage.

Ce programme porte sur trois thématiques, à savoir la valorisation et la gestion des déchets, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Dressant un bilan de ce partenariat, Mme Zerouati a expliqué que dans sa première phase, des opérations de tri sélectif de déchets ménagers ont été réalisées au niveau de quatre quartiers pilotes de la wilaya d'Oran, ainsi que la réalisation d'une unité de compostage au niveau de Hassi Bounif d'une capacité de traitement de 15 tonnes de déchets par semaine.

De son côté, le directeur général des relations économiques et de coopération internationale au ministère des

Affaires étrangères, Merzak Belhimeur, a réaffirmé l'engagement politique de l'Algérie quant au développement des énergies renouvelables à travers l'adoption du Programme national de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Pour atteindre les objectifs fixés au titre de ce programme, une série d'instruments sont en cours de finalisation dont le plan national climat, la stratégie nationale pour l'environnement et le développement durable 2017-2035 et le plan d'action pour l'environnement et le développement durable, a indiqué M. Belhimeur. Dans ce cadre, il a indiqué que son ministère avait engagé récemment une nouvelle dynamique qui vise à informer et à former les représentants des secteurs et à identifier les modalités de financement offertes par de différents bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux tels le Fonds de l'environnement mondial, le Fond vert climat, l'Union européenne et ce, afin de pouvoir soumettre des projets à fort potentiel, novateurs et rentables économiquement.

T. K.

Siège d'Interpol en France

## Hamel participe à une réunion sur la lutte contre la cybercriminalité

Le directeur général de la Sûreté nationale et président du mécanisme de coopération policière africaine (Afripol), le général-major Abdelghani Hamel, participe hier et aujourd'hui au siège d'Interpol à Lyon (France) aux travaux d'une réunion sur la «Lutte contre la cybercriminalité et les crimes financiers», a indiqué mardi un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn).

M. Hamel qui participe à ce rendez-vous à la tête d'une importante délégation, aura une communication sur «les domaines de renforcement de la coopération et de consolidation des mécanismes d'échange d'expériences et d'expertises entre polices africaines face à la criminalité sous toutes ses formes, dont la cybercriminalité et les crimes financiers dans le cadre d'Afripol dont la première AG s'est tenue fin mai à Alger». Il évoquera également le plan d'action adopté à l'issue des travaux de l'AG d'Afripol à Alger, par les représentants des organes de police relevant des pays africains, lequel tend à «unifier les efforts et à mettre en place des supports solides pour lutter contre la criminalité à travers la formation moderne et la performance professionnelle des éléments de polices africaines». Invité par le Secrétaire général de l'Interpol, Jurgen Stock, le général-major Hamel rencontrera, lors de cette réunion, ses homologues de différents pays frères et amis et des responsables d'instances policières régionales et internationales participant à ces travaux, afin «d'examiner les voies de consolidation de la coopération et d'échanger les expériences pour faire face à la criminalité sous toutes ses formes». L. Y.

Port de Ponta Delgada au Portugal

## Le bateau-école La Soummam se dirige vers sa deuxième escale

Le bateau-école *La Soummam* relevant des Forces navales de l'Armée nationale populaire, s'est dirigé le 9 juillet 2017, vers sa deuxième escale, au port de Ponta Delgada au Portugal, indique mardi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de l'exécution de la campagne d'instruction «été 2017» et après sa première escale au port de Zeebrugge en Belgique, le bateau-école *La Soummam*, relevant des Forces navales de l'Armée nationale populaire, s'est dirigé le 9 juillet 2017, vers sa deuxième escale, au port de Ponta Delgada au Portugal», précise la même source.

«Le riche programme tracé pour cette campagne d'instruction, qui durera 39 jours, sur six étapes, permettra aux élèves officiers de carrière dont le nombre est de 116, de compléter leur cursus de formation en appliquant les connaissances théoriques acquises à l'Ecole supérieure navale, et d'évaluer leur adaptation aux conditions météorologiques réelles et connaître les conditions de vie à bord et aussi de maîtriser les différents types d'armements et instruments installés sur le bateau», explique la même source.

«A noter que le bateau-école *La Soummam* effectuera d'autres escales en Espagne et en Italie», conclut le communiqué du MDN.

R. N.

Algérie/Etats-Unis

## Le maire de la ville El Kader en visite en Algérie

Le maire de la ville américaine El Kader, située dans l'Etat de l'Iowa, Joshua Robert Pope, a fait état mardi à Alger de sa volonté de «renforcer et de raviver» les relations entre son pays et l'Algérie. Le maire qui a été l'hôte de l'Ecole nationale supérieure agronomique (Ensa) d'El Harrach où il a pu s'entretenir avec ses responsables à l'occasion d'une cérémonie de remise de diplômes aux étudiants, a indiqué qu'il encourageait «la poursuite

des relations entre les deux pays».

Le maire qui séjourne en Algérie depuis le 3 juillet et dont la visite s'achèvera le 14 du même mois a été invité par l'association Sur les traces de l'Emir Abdelkader, a indiqué Mme Sarah Tata, projet manager au sein de la même association.

Elle a ajouté que le maire a répondu aux invitations des walis d'Alger, de Mostaganem et de Mascara pour visiter ces villes au cours de son séjour.

Le maire a déjà assisté à l'ouverture d'une exposition sur la ville d'Alger le 4 juillet dernier au Palais des raïs (Bastion 23) avec le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, à l'occasion de la célébration du 55<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance, a-t-elle rappelé.

Joshua Robert Pope a déjà visité la ville de Mascara en 2016 pour raviver l'accord de jumelage signé en 1984 entre les deux villes.

R. N.

Selon une nouvelle étude

# Boire du café ferait vivre plus longtemps

Les bienfaits pour la santé d'une consommation régulière de café, longtemps disputés, sont confirmés par deux nouvelles études étendues, l'une menée dans 10 pays européens, dont la France, et l'autre, aux Etats-Unis.



Puisqu'il s'agit d'études observationnelles, elles ne prouvent toutefois pas le lien de cause à effet, mettent en garde les chercheurs ainsi que des experts indépendants, cités par des médias, mardi.

Les résultats des deux études, corrigés de facteurs de risque comme le tabagisme, sont publiés lundi dans la revue médicale américaine *Annals of Internal Medicine*.

«Les consommateurs d'environ trois tasses de café par jour, y compris décaféiné, semblent jouir d'une plus longue espérance de vie que ceux qui n'en boivent pas», selon l'étude européenne analysant les données de 520 000 hommes et femmes de plus de 35 ans, suivis par l'Enquête européenne sur le cancer et la nutrition (Epic) pendant 16 ans.

«Nous avons constaté qu'une plus grande consommation de café était liée à un

risque moindre de mortalité de toutes causes, plus particulièrement de maladies circulatoires et du système digestif», explique Marc Gunter de l'Agence internationale pour la recherche sur le cancer et l'un des principaux auteurs de cette étude. Ce sont les travaux les plus étendus jamais effectués en Europe sur les effets sur la santé et la longévité du café, boisson la plus bue dans le monde avec environ 2,25 milliards de tasses absorbées quotidiennement. «Ces résultats ont été similaires dans les 10 pays européens avec des habitudes de consommation et des cultures différentes», souligne Marc Gunter.

L'étude «offre également des éclairages importants sur de possibles mécanismes expliquant les effets bénéfiques du café», excluant la caféine. Le café est notamment riche en antioxydants qui jouent un rôle important pour prévenir le cancer, pointent les

chercheurs. La deuxième étude a été menée aux Etats-Unis sur plus de 185 000 adultes de toutes origines, âgés de 45 à 75 ans, sur une période moyenne de 16 ans. Les auteurs ont constaté un lien entre une plus grande consommation de café et un risque plus faible de mortalité résultant de maladies cardiovasculaires, respiratoires, rénales, de cancers et de diabète. Plus spécifiquement, les personnes qui buvaient une tasse de café par jour avaient 12% moins de risque de décéder pendant la durée de l'étude que celles n'en buvant pas, un niveau qui a atteint 18% pour celles en consommant trois tasses.

Comme dans l'étude européenne, les effets étaient similaires avec du café décaféiné. «On ne peut pas dire au public «buvez du café pour prolonger votre vie», mais on peut y voir un lien», explique Veronica Setiawan, professeur de médecine préventive à l'uni-

versité de Californie du Sud et principal auteur de ces travaux.

Environ 75% des adultes aux Etats-Unis boivent du café, dont 50% quotidiennement. Marc Gunter, de l'étude européenne, est toutefois un peu plus nuancé : «Etant donné qu'il s'agit d'études observationnelles - qui ne prouvent pas le lien de cause à effet - on ne peut pas à ce stade recommander de boire plus ou moins de café», explique-t-il.

Mais «nos résultats suggèrent qu'une consommation modérée, de jusqu'à trois tasses par jour, peut avoir des effets bénéfiques pour la santé», ajoute le chercheur. Une analyse de bio-marqueurs métaboliques d'un sous-groupe de 14 000 participants de l'étude européenne indique d'autre part que les buveurs de café auraient un foie plus sain.

Pour le professeur Elio Riboli, chef de la faculté de santé publique de l'Imperial College à Londres qui a participé à ces travaux, «les résultats de l'étude européenne viennent conforter le nombre grandissant d'indications suggérant que le café n'est pas seulement sans risque mais peut avoir des effets protecteurs».

«Bien que davantage de recherches soient nécessaires, nous pouvons dire que les résultats de cette grande étude européenne confirment les conclusions de précédentes recherches dans le monde», juge-t-il.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a cessé en 2016 de classer le café comme cancérigène lié au cancer de la vessie, estimant en outre, que cette boisson réduisait le risque de tumeur utérine et du foie.

K. L.

## Traité international sur la biodiversité marine L'Algérie porte-voix de l'Afrique

L'Algérie a repris, lundi à New York, au nom des pays africains, les négociations sur un traité international relatif à la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine.

Les négociations ont débuté au siège des Nations unies au niveau du comité préparatoire chargé de dégager un projet de traité en matière de biodiversité marine dans le cadre de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (Cnudm). Les discussions sur ce traité devraient se poursuivre jusqu'au 21 juillet et visent à établir un instrument international juridiquement contraignant (Iijc) portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites des juridictions nationales.

Pour rappel, les négociations sur ce nouvel instrument juridique ont été décidées par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015, et les trois précédentes sessions du comité préparatoire, tenues en 2016 et 2017.

La quatrième session du comité prévoit, à ce titre, l'examen des éléments d'un projet de traité et l'adoption du rapport du comité devant être soumis à l'Assemblée générale de l'ONU avant la fin de l'année.

Dans ce cadre, l'Algérie poursuivra son plaidoyer en faveur des intérêts du continent africain en ce qui concerne l'exploitation des ressources génétiques marines, les études d'impacts environnementales, le renforcement des capacités nationales et le transfert des technologies marines. Intervenant au début des travaux du comité, au nom du groupe africain, l'Algérie a appelé à inclure les Etats côtiers africains dans les actions relatives au renforcement des capacités et au transfert de technologie maritime, en soutenant, par ailleurs, la recommandation portant sur la tenue d'une conférence intergouvernementale en 2018 pour négocier le nouveau traité.

K. L.

## Arctique La calotte glaciaire atteint son deuxième plus bas niveau

Des scientifiques de l'Académie des sciences de Chine (ASC) ont indiqué hier que la calotte glaciaire de l'Arctique devrait atteindre son deuxième plus bas niveau depuis le début des observations par satellite en 1979.

«Selon un système de prévision développé par notre équipe de recherche, la calotte glaciaire Arctique ne devrait être que de 4,1 millions de kilomètres carrés en septembre 2017», a déclaré Liu Jiping de l'Institut de physique atmosphérique de l'ASC.

Généralement, la calotte glaciaire Arctique atteint son minimum au mois de septembre de chaque année, et le changement climatique a eu des conséquences importantes, avec environ 50% de pertes depuis 1979, selon M. Liu.

La calotte glaciaire Arctique avait atteint 3,41 millions de kilomètres carrés en septembre 2012, son niveau le plus bas de l'histoire, en été, d'après l'Organisation météorologique mondiale.

Les scientifiques de l'ASC ont annoncé que la fonte des glaces permettrait aux navires de naviguer dans le passage du nord-est de l'océan Arctique, une voie qui longe la côte nord de la Sibérie, en Russie. M. Liu a indiqué que la fonte des glaces de l'océan Arctique en automne et en hiver aurait des conséquences sur la circulation atmosphérique, et que le nord de la Chine risquait de souffrir d'une mauvaise qualité de l'air. «La prévision des périodes de fonte et de croissance de la calotte glaciaire Arctique sera utile pour analyser les phénomènes météorologiques extrêmes en hiver», a ajouté M. Liu.

R. N.

Grâce aux intestins

# Le sang et l'oxygène circulent chez l'araignée de mer

La différence de la plupart des animaux, les araignées de mer ne se servent pas des battements de leur cœur pour faire circuler le sang et l'oxygène, mais de leurs intestins qui agissent comme une pompe, révèle une étude publiée, lundi dernier.

Leurs tripes s'étendent partout dans leur organisme dégingandé, précisent les chercheurs dont la découverte paraît dans une revue américaine spécialisée.

«Contrairement aux intestins humains qui se trouvent dans une seule cavité de notre corps, ceux des araignées de mer comptent de multiples branches qui se prolongent jusqu'à l'extrémité de chaque patte», explique Arthur Woods, un biologiste de l'Université du Montana, le principal auteur de ces travaux.

«En fait, les intestins de ces araignées se trouvent partout dans leur corps à l'instar de notre système circulatoire», ajoute-t-il. Le professeur Woods raconte avoir été intrigué par les araignées de mer géantes lors d'une mission scientifique dans l'Antarctique où il a passé «beaucoup de temps à observer seulement les flux sanguins actionnés par les contractions intestinales de ces animaux marins».

Il a remarqué que leur cœur battait faiblement faisant circuler le sang seulement dans la partie centrale de leur corps. En revanche, leurs intestins avaient de puissantes contractions qui se produisaient régulièrement, comme les battements cardiaques.

Ce processus, appelé péristaltisme, recouvre l'ensemble des contractions

musculaires qui permettent la progression d'un contenu à l'intérieur d'un organe creux comme l'intestin et se produit chez les humains pour faciliter la digestion.

Mais chez les araignées de mer, ces mouvements sont nettement plus puissants pour pouvoir faire circuler l'oxygène dans tout le corps.

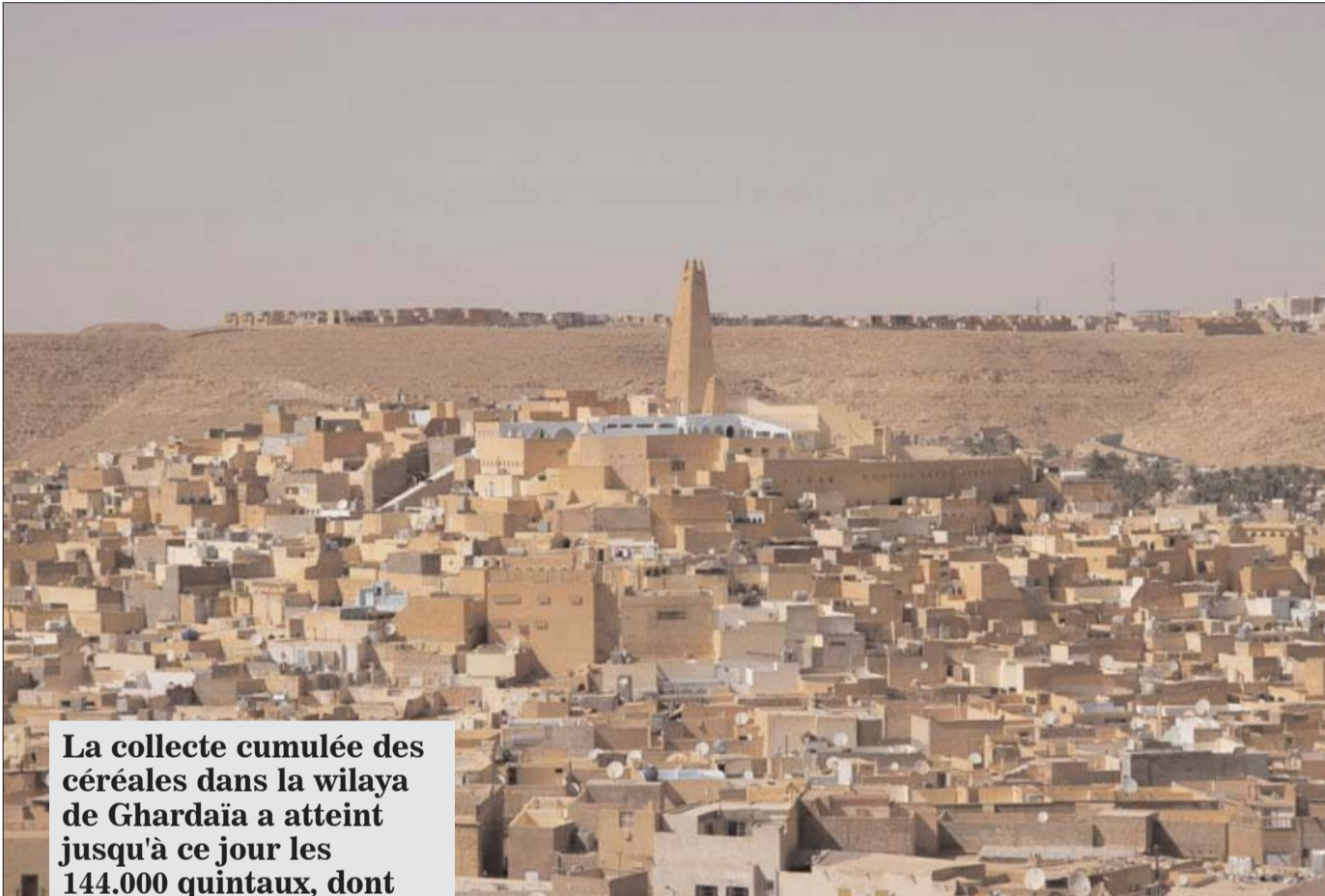
«Cette découverte met en lumière la vaste diversité des solutions résultant de l'évolution en réponse aux différents problèmes auxquels sont confrontés les animaux pour survivre», résume ces chercheurs. La mise à jour de fossiles pourrait aider les scientifiques à mieux comprendre les origines de cette stratégie de survie, estiment-ils.

M. B.



Ghardaïa

# Prés de 144.000 quintaux de céréales engrangés



**La collecte cumulée des céréales dans la wilaya de Ghardaïa a atteint jusqu'à ce jour les 144.000 quintaux, dont 90% constitués de blé dur, a révélé mercredi à l'APS le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Mustapha Djaâboub.**

**C**ette récolte, effectuée au titre de l'actuelle campagne moisson battage sur une superficie de 3.400 hectares et qui se poursuit jusqu'à la fin du mois courant, a donné lieu à un rendement moyen à l'hectare de 50 QX pour le blé dur et de 40 QX pour l'orge au niveau de la majorité des surfaces céréalières de la wilaya, circonscrites dans la wilaya déléguée d'El-Menea (Sud de Ghardaïa), a-t-il indiqué.

Cette production de graminées a été

livrée à la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Laghouat, qui a mobilisé les moyens nécessaires à la réussite de cette campagne de moisson lancée au début du mois de mai dernier, a ajouté le DSA.

La surface consacrée à la production céréalière sous pivot a connu une courbe ascendante estimée à plus de 200% depuis 2009, passant de 1.150 hectares à 4.196 hectares en 2017, avec un rendement performant qui a atteint un pic de 75 QX/ha dans la localité de Hassi El-Gara, a fait savoir le même responsable.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce rendement de production céréalière selon M.Djaâboub qui cite les séries de rencontres de vulgarisation organisées par les services de la DSA sur la céréaliculture saharienne et l'itinéraire technique basé sur les respects des étapes, notamment la période des semis et l'utilisation des

engrais.

L'utilisation de la semence locale sélectionnée ainsi que les mesures incitatives prises par les pouvoirs publics pour encourager les cultures stratégiques, notamment les céréales, ont permis l'amélioration de la productivité céréalière dans la région, ont fait savoir, de leur côté, les représentants des céréaliculteurs de Ghardaïa, estimés à une soixantaine. La wilaya de Ghardaïa a consacré quelques 4.196 hectares sous pivots de sa surface agricole utile (SAU) à la céréaliculture durant cette campagne, dont 3.789 ha consacrées au blé dur et 380 ha à l'orge. La céréaliculture dans la région sud de Ghardaïa, précisément dans la wilaya déléguée d'El-Menea, riche en potentiel hydrique, où se poursuivent des programmes de mise en valeur dans le cadre de la concession agricole, repose sur l'irrigation à partir de forages et sous pivots.

M. T.

Médéa

## Un incendie menace plusieurs habitations

**U**n incendie s'est déclaré mardi en début d'après-midi au lieu dit Sidi-Ali, à l'entrée nord de la commune de Médéa où d'importants moyens d'intervention sont mobilisés pour le circonscire d'autant plus que le sinistre menace plusieurs habitations situées dans les alentours, a appris l'APS auprès de la Protection civile.

L'intensité des flammes et l'épaisse fumée qui se dégage de l'incendie ralentissent le travail des éléments de la Protection civile, qui tentent de stopper l'avancée du feu vers les habitations et les exploitations agricoles, et éviter des pertes en vies humaines, a expliqué le lieutenant Karim Benfahsi.

Il a précisé que la priorité de l'heure est de sécuriser les habitations cernées par les flammes, ajoutant que devant la violence de l'incendie, qui a déjà ravagé plusieurs parcelles de couvert végétal, une partie de la colonne mobile de lutte contre les incendies de forêts a été déployée sur le terrain.

Des équipes de soutien de la direction des forêts ont été également dirigées vers le lieu du sinistre dont la maîtrise est rendu difficile en raison du relief

accidenté de la région et les fortes températures qui favorisent la propagation des flammes, a-t-il conclu.

H. L.

Saida

## Travaux de raccordement de villages au réseau d'AEP

**L**es travaux de raccordement de 49 villages de la wilaya de Saida au réseau d'alimentation en eau potable ont débuté lundi, a-t-on appris des services de la wilaya. Le wali Djelloul Boukarabila, qui a inspecté des chantiers relevant du secteur des ressources en eau à travers les daïras d'Ain Lahjar, Hassassna, et Ouled Brahim, a souligné que ces 49 villages figureront parmi les 80 concernées par cette opération de raccordement au réseau

d'AEP, a-t-on indiqué.

Une enveloppe de 700 millions DA a été consacrée à ce projet visant à stabiliser les habitants de ces hameaux dans leur région, à relancer des projets d'investissement générateurs d'emplois.

Le wali a insisté sur la nécessité d'achever les travaux dans un délai de 4 mois. Ce sont quelque 6.000 personnes qui bénéficieront de ce projet, selon la direction locale des ressources en eau.

Formation professionnelle à Sidi Bel Abbès

## Cinq nouvelles spécialités pour la prochaine rentrée

■ Cinq nouvelles spécialités seront ouvertes à Sidi el Abbès en prévision de la prochaine rentrée de la formation et l'enseignement professionnels (session de septembre), a-t-on appris de la direction locale du secteur.

Ces spécialités concernent une formation sur les machines de teinture, la réparation des équipements industriels, l'électrotechnique, l'automatique et la réparation des équipements de climatisation, a-t-on souligné de même source.

Ces formations seront sanctionnées par un diplôme de technicien supérieur. Elles seront assurées à travers les centres du territoire de la wilaya et au niveau de l'institut national spécialisé de Sidi Lahcen offrant une formation résidentielle.

L'introduction de ces nouvelles spécialités intervient pour satisfaire les besoins du marché du travail local et diversifier la formation pour les jeunes désirant créer des micro-entreprises.

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sidi Bel Abbès compte 21 établissements de formation dont un institut doté d'une capacité de 500 places pédagogiques, deux instituts nationaux spécialisés d'une capacité globale de 750 postes en plus de 13 CFFPA d'une capacité d'accueil totale de 4.250 places pédagogiques, 5 annexes ainsi que 9 établissements privés.

H. A.

## Saisie de quelque 3 quintaux de kif

■ La brigade de lutte contre le trafic de drogue de la sûreté de wilaya de Sidi Bel Abbès a traité, durant le premier semestre de l'année en cours, 141 affaires liées à la détention de drogue et saisi quelque 3 quintaux de kif traité, a-t-on appris, mardi, de la cellule d'information de ce corps.

Ces affaires ont impliqué 192 individus présentés devant la justice qui a placé sous mandat de dépôt 133 d'entre eux. Les autres ont bénéficié de citations directes.

La même brigade a procédé la même période à la saisie de 3.143 comprimés et 10 bouteilles de liquide de psychotropes, 336 comprimés d'Ecstasy comme elle a procédé à l'arrestation de dealers déferés devant la justice.

Les services de la sûreté de wilaya de Sidi Bel Abbès poursuivent leurs efforts dans la lutte contre ce fléau menaçant de larges couches de la société, particulièrement les jeunes. Dans ce sens, un appel a été lancé pour le renforcement des relations entre les citoyens et les services de l'ordre pour lutter contre la toxicomanie et trafic de drogue.

H. M.



# CONFLITS

Palestine

## Les conditions de vie des habitants de la bande de Ghaza se détériorent

Les conditions de vie des deux millions d'habitants de la bande de Ghaza se détériorent «davantage et plus vite» que prévu ces 10 dernières années, a averti un nouveau rapport des Nations unies publié mardi.



Produit par l'équipe-pays des Nations unies dans le territoire palestinien occupé, le rapport fait le point sur certains indicateurs-clés identifiés par une précédente étude de l'ONU de 2012 qui prévoyait que Ghaza deviendrait «inhabitable» d'ici à 2020 si aucune des tendances sous-jacentes n'étaient inversées.

Intitulé *Ghaza - 10 ans après*, le rapport montre que «la bande de Ghaza a poursuivi sa trajectoire de «dé-développement», dans certains

cas de manière plus rapide que nous ne l'avions prévu à l'origine», a déclaré le coordinateur humanitaire et pour les activités de développement dans le territoire palestinien occupé, Robert Piper, dans un communiqué de presse.

Le manque d'approvisionnement en énergie - 90 mégawatts disponibles ces derniers jours contre les 450 mégawatts nécessaires - est le signe le plus évident et récent de la détérioration des conditions de vie à Ghaza, qui s'est ajouté à

toute une série de problèmes chroniques et aigus qui font depuis partie de la vie «normale» quotidienne des Ghazaouis. Selon le nouveau rapport, le PIB par habitant à Ghaza a baissé et l'offre de services de santé a également continué de diminuer. L'accès aux matériaux, qui sont nécessaires pour permettre à l'économie, à l'infrastructure et aux services de base de Ghaza de se remettre du conflit de 2014, reste très restreint.

Le rapport appelle l'occupant israélien,

l'Autorité palestinienne, le Hamas et la communauté internationale à prendre des mesures, permettant des investissements plus durables pour le développement, un renforcement des secteurs productifs à Ghaza, une amélioration de la liberté de circulation des personnes et des biens, ainsi que le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international. «L'alternative sera une Ghaza plus isolée et plus désespérée», a averti M. Piper.

H. O.

## Deux Palestiniens tués par l'occupant israélien

Deux Palestiniens ont été tués par balles hier par l'armée d'occupation israélienne dans le camp de réfugiés de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée, ont annoncé des sources palestiniennes.

Un Palestinien, Saad Salah, a été tué sur le coup et un second, Awss Salameh, grièvement blessé a succombé à

l'hôpital. Un troisième a été touché à la jambe, ont précisé ces sources médicales et de sécurité.

El-Qods occupée a été, avec la Cisjordanie, le théâtre d'une vague de violences israéliennes qui a coûté la vie à 276 Palestiniens depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, selon un décompte des médias.

T. O.

Turquie

## Cinq membres présumés de l'EI tués par la police

La police turque a tué hier cinq membres présumés du groupe Etat islamique (EI) lors d'une opération contre une cellule jihadiste à Konya, dans le centre de la Turquie, ont indiqué les autorités locales.

«Cinq terroristes qui opposaient une résistance armée aux forces de sécurité ont été neutralisés et quatre membres des forces de sécurité ont été légèrement blessés», a indiqué le gouvernorat de Konya dans un communiqué.

Lors de l'opération qui s'est déroulée à l'aube, cinq fusils d'assaut, un

pistolet et des munitions «en très grande quantité» ont, en outre, été saisis, a indiqué le gouvernorat.

Une base de l'Otan ainsi que des installations militaires turques se trouvent dans la province de Konya.

La Turquie a été frappée depuis deux ans par plusieurs attentats d'envergure attribués ou revendiqués par l'EI. Les jihadistes ont notamment affirmé avoir commis une attaque contre une discothèque à Istanbul dans la nuit du Nouvel An qui a fait 39 morts. Longtemps accusées de fermer les yeux sur les activités jha-

distes à la frontière avec la Syrie, les autorités turques ont multiplié depuis deux ans les coups de filet à travers la Turquie, et combattent l'EI en Syrie. Membre de la coalition antijihadistes, Ankara a lancé le 24 août 2016 une offensive terrestre dans le nord de la Syrie contre l'EI, mais aussi les milices kurdes.

Les forces turques ont notamment chassé les jihadistes de plusieurs villes dont Jarabulus, Al-Rai, Dabiq et Al-Bab, où l'armée turque a subi de lourdes pertes.

AFP

Yémen

## Le choléra risque d'exacerber la famine

L'épidémie de choléra qui gagne du terrain au Yémen risque d'accentuer la menace de famine à travers le pays, car les fonds de l'ONU destinés à combattre la malnutrition sont réaffectés à la lutte contre la maladie, a déclaré mardi Jamie McGoldrick, coordinateur de l'aide humanitaire de l'ONU dans le pays.

Un peu plus de 313 500 cas présumés de choléra ont été recensés et 1 732 personnes en sont mortes depuis le début de l'épidémie fin avril, selon les dernières données de l'Onu.

«L'épidémie est plus forte et plus rapide que toutes celles que nous avons connues», a-t-il dit depuis Amman, en Jordanie. «Ensuite, l'épidémie de choléra va aggraver la menace de famine dans un grand nombre d'endroits». Sanaa, Hajjah, Amran et al Hudaydah sont les quatre zones les plus touchées par la maladie dont la contamination est d'origine fécale, ou par l'eau et la nourriture. Les enfants de moins de 15 ans représentent 40% des personnes infectées par le choléra et 25% des décès.

Depuis deux ans, le conflit qui oppose les milices houthis, proches de l'Iran, et les forces loyalistes soutenues par une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite, a fait plus de 10.000 morts. Le manque de financement vient s'ajouter aux difficultés de l'aide humanitaire.

Les Nations unies n'ont réuni que 47 millions de dollars (41 millions d'euros) sur les 250 millions que l'institution espérait récolter pour lutter contre le choléra au Yémen. Pour son programme de lutte contre la malnutrition, l'ONU n'a reçu qu'un tiers des 2,1 milliards de dollars prévus pour venir en aide aux 20 millions de personnes menacées par la famine au Yémen, au Nigeria, en Somalie et au Soudan du Sud.

«Par conséquent, les ONG qui se trouvent dans les secteurs les plus touchés par le choléra doivent piocher dans les fonds qu'ils gardaient pour des programmes de vulnérabilité alimentaire ou de malnutrition», a déploré le coordinateur de l'ONU. Le programme visant à utiliser des vaccins contre le choléra a été mis de côté.

«Le gouvernement décide en ce moment s'il doit les utiliser ou pas», a dit Christian Lindmeier, porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«Il y a de fortes chances qu'ils ne soient pas utilisés du tout au Yémen et qu'ils soient redirigés vers d'autres pays où le menace est plus urgente».

Reuters

Syrie

## Un militaire russe mort dans la province de Hama

Un officier russe a été tué par des tirs de mortier dans la province de Hama, dans le centre de la Syrie, a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi l'armée russe, citée par les agences de presse. Le capitaine Nikolai Afanassov a été tué par des «tirs soudains de mortier sur un camp des troupes gouvernementales syriennes» dans la province de Hama, selon le ministère russe de la Défense.

Il faisait partie d'un groupe d'instructeurs militaires ayant pour mission d'entraîner l'armée syrienne, a précisé la même source. Ce décès porte à 32 le nombre de soldats russes tués en mission de combat en Syrie, selon les chiffres communiqués par le ministère de la Défense. Un autre soldat s'est suicidé au cours du premier mois de l'intervention de la Russie en Syrie en septembre 2015.

H. Y.

Afghanistan

## Neuf terroristes de l'EI abattus dans une frappe aérienne

Neuf éléments du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daech/EI) ont été tués mardi soir dans une frappe aérienne de l'armée afghane contre un repaire du groupe terroriste dans la province du Kunar (est), a annoncé hier le chef de la police provinciale, Juma Gul Hemat. «La frappe a eu lieu à Gamber, dans le district de Wata Poor, vers 18h heure locale (13h30 GMT). Un repaire de l'EI a été détruit dans l'attaque», a indiqué le général Hemat.

Parmi les victimes figurent deux éléments locaux de l'EI, Nora et Zia-ul-Haq, ainsi qu'un responsable chargé de l'approvisionnement en armes et du financement du groupe, Rahim Ullah, a précisé le chef de la police. Située à 180 km à l'est de Kaboul, cette province montagneuse est le théâtre d'affrontements entre l'armée et l'EI depuis l'apparition du groupe terroriste dans l'est de l'Afghanistan au début de l'année 2015.

L'armée afghane a récemment intensifié ses opérations contre les groupes armés pour faire face à la recrudescence des attaques des taliban et des groupes affiliés à l'EI à travers le pays.

F. O.



Malawi

# Madonna inaugure un hôpital pédiatrique

La pop star américaine Madonna a inauguré mardi à Blantyre, en compagnie de ses quatre enfants adoptés au Malawi, un service pédiatrique financé par sa fondation.



L'unité pédiatrique Mercy James, du nom de l'une des filles adoptées par la chanteuse, compte trois salles d'opération et 50 lits.

Il s'agit du premier service pédiatrique au Malawi, petit Etat pauvre d'Afrique australe. Il permet de doubler la capacité d'accueil des enfants malades à l'hôpital Queen Elizabeth de Blantyre, la deuxième ville du pays.

Madonna, vêtue de noir, longs cheveux blonds détachés assortis à ses multiples pendentifs et bagues, a dévoilé une plaque inaugurant le bâtiment, en présence du président malawite Peter Mutharika.

La chanteuse s'est ensuite entretenue pendant une heure avec de jeunes patients en attente d'une intervention chirurgicale.

L'unité pédiatrique a été construite car "les enfants ne devraient jamais mourir de maladies terribles qu'on peut facilement soigner", a estimé Madonna.

"Je suis une combattante de la liberté et une féministe avec un coeur de rebelle (...) donc je n'accepterai pas de +non+", a-t-elle poursuivi en référence aux obstacles rencontrés lors de l'adoption.

"Je n'ai jamais renoncé ou cédé. Je me suis battue pour Mercy et j'ai gagné", a ajouté la star, avant de se déhancher

avec un groupe de danseurs locaux présents pour l'inauguration.

## "Un chance de survivre"

Mercy James, 11 ans, a pris brièvement la parole pour dire son "honneur que le centre puisse sauver de nombreuses vies".

Le fils adoptif de Madonna, David Banda, a lui participé à une démonstration de danse acrobatique organisée par des orphelins.

L'unité pédiatrique Mercy James a été financée par des bienfaiteurs dont l'acteur américain Leonardo DiCaprio. Ses

murs sont égayés de portraits de deux héros de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, Nelson Mandela et l'archevêque Desmond Tutu.

Madonna se rend régulièrement au Malawi, où elle a créé en 2006 la fondation "Raising Malawi" destinée à venir en aide aux orphelins de ce pays.

La star de 58 ans y a adopté quatre de ses six enfants, dont des jumelles en février.

Les fillettes de 4 ans, Estere et Stella, ont rejoint les deux autres enfants dont la star a obtenu la garde, Mercy James et David Banda, tous les deux âgés aujourd'hui de 11 ans.

L'adoption des jumelles, dont la mère est décédée et dont le père a approuvé l'adoption, a suscité de nombreuses critiques au Malawi.

Les détracteurs de la chanteuse lui reprochent d'utiliser sa fortune pour court-circuiter le processus, souvent très long, d'adoption.

En 2013, le président Mutharika l'avait accusée d'être "grossière", avant de se raviser en affirmant qu'il était "toujours reconnaissant de la passion de Madonna" pour son pays.

"Le Malawi a besoin de personnes au grand coeur comme elle", a estimé mardi Malita Nda, une vendeuse de gâteaux à Blantyre. "Des petits Malawites auront désormais une chance de survivre grâce à cet hôpital".

Le pays devrait "avoir honte de lui demander de l'aide pour construire cette unité alors qu'on a échoué à lutter contre la corruption", a réagi à l'inverse Mumbo Phiri, un vendeur de vêtements d'occasion.

AFP

Soudan

## Trump repousse de trois mois une éventuelle levée des sanctions

Le président américain, Donald Trump a repoussé de trois mois la période probatoire décidée par son prédécesseur Barack Obama avant une éventuelle levée totale des sanctions économiques frappant le Soudan, a annoncé mardi soir le département d'Etat.

Dans les derniers jours de sa présidence, le 13 janvier dernier, M. Obama avait levé certaines sanctions frappant Khartoum depuis 20 ans, mais avec une période probatoire de six mois avant une possible suppression complète de ces mesures punitives.

Cette période s'achevait mercredi 12 juillet.

Par un décret présidentiel, M. Trump a prolongé cette période de trois mois supplémentaires, soit jusqu'au 12 octobre, a indiqué dans un communiqué la porte-parole de la diplomatie américaine Heather Nauert.

Les sanctions seront définitivement "révoquées si le gouvernement soudanais poursuit ses actions positives, notamment le maintien d'une cessation des hostilités dans des zones de conflits au Soudan, l'amélioration de l'accès humanitaire au Soudan et le maintien de sa coopération avec les Etats-Unis pour traiter les conflits régionaux et la menace du terrorisme", a-t-elle fait valoir.

"Tout en reconnaissant que le gouvernement du Soudan a fait des progrès importants dans beaucoup de secteurs, l'administration (américaine) a décidé qu'elle avait besoin de plus de temps pour cette période probatoire", a encore expliqué Mme Nauert.

Les sanctions économiques contre le Soudan avaient été imposées en 1997 pour son soutien présumé aux terroristes dont le chef d'Al-Qaïda Oussama Ben Laden, tué dans un raid américain au Pakistan en mai 2011.

Washington a à l'égard Khartoum des exigences en cinq points: la fin du soutien aux groupes rebelles au Soudan du Sud - pays créé en juillet 2011, sous les auspices des Etats-Unis, par la partition du Soudan - la fin des hostilités dans les provinces du Darfour, du Nil-Bleu et du Kordofan-Sud et une coopération avec le renseignement américain contre le terrorisme.

Donald Trump avait jusqu'à mercredi trois choix à sa disposition: lever définitivement les sanctions, prolonger la période probatoire ou faire machine arrière en rétablissant complètement l'embargo.

Justement, le chef de la diplomatie soudanaise Ibrahim Ghandour avait prévenu lundi soir qu'un maintien de l'embargo était "inacceptable" et que son pays ne s'attendait "pas à autre chose qu'à la levée des sanctions". "Une autre décision serait illogique et inacceptable", avait insisté le ministre, avertissant que son pays pourrait retomber dans "la guerre".

T. L.

Côte d'Ivoire

## Deux leaders des anciens rebelles emprisonnés

Deux leaders des anciens rebelles démobilisés, qui ont brièvement bloqué dimanche une entrée de Bouaké, la deuxième ville de Côte d'Ivoire, ont été inculpés et emprisonnés mardi, a appris l'AFP de source judiciaire.

Le président du groupe des démobilisés, Amadou Ouattara, et son porte-parole principal, Mégbè Diomandé, ont été déférés à la prison civile de Bouaké, après avoir été inculpés de "trouble à l'ordre public et manifestation non autorisée", selon la même source qui a requis l'anonymat.

Ils avaient été tous deux convoqués à la gendarmerie de Bouaké et "mis aux arrêts" dimanche soir.

Des ex-rebelles démobilisés avaient briè-

vement bloqué une entrée de Bouaké dimanche matin, avant d'être dispersés par la police. Ils réclamaient une prime de 18 millions de francs CFA (27.000 euros) par tête.

Le vice-président de ce groupe de démobilisés, Aboudou Diakité, joint par téléphone, a souhaité la libération des deux leaders.

"Je suis présentement caché, je souhaite qu'on libère nos camarades. Nous demandons pardon pour qu'ils soient libérés" a-t-il déclaré.

Selon plusieurs ex-rebelles démobilisés, Amadou Ouattara et Mégbè Diomandé n'ont pas participé à la manifestation de dimanche. M. Ouattara l'a même réprouvée.

En janvier puis en mai, la Côte d'Ivoire a connu des mutineries d'anciens rebelles deve-

nus soldats dans l'armée, qui ont fini par obtenir de l'Etat 12 millions de FCFA par tête (18.000 euros).

Environ 6.000 anciens rebelles "démobilisés" ont eux aussi réclamé des primes, sans succès. Quatre d'entre eux avaient été tués en mai lors de l'intervention des forces de l'ordre pour disperser leur mouvement.

La Côte d'Ivoire a connu une décennie de violente crise entre 2002 et 2011, le pays étant coupé en deux entre les rebelles des Forces nouvelles occupant le nord et l'armée régulière qui avait la maîtrise du sud. Après la fin de la crise, certains rebelles avaient été intégrés dans l'armée, tandis que d'autres se sont retrouvés démobilisés.

AFP

Djibouti

## La Chine envoie des soldats pour y établir une base

Des navires transportant des soldats chinois ont appareillé à destination de Djibouti où Pékin construit sa première base militaire à l'étranger, rapporte l'agence Chine nouvelle.

La Chine a entamé l'an dernier la construction dans le petit pays de la corne de l'Afrique de ce qu'elle présente comme une

"base logistique" qui pourra accueillir les navires chinois participant à des missions de maintien de la paix ou humanitaires, notamment au Yémen et en Somalie. Il s'agit dans les faits de la première base navale chinoise à l'étranger, soulignent les médias locaux. La France, les Etats-Unis et le Japon disposent déjà de bases à Djibouti.

Selon Chine nouvelle, les navires ont appareillé mardi du port de Zhanjiang, dans le sud du pays. Le quotidien de l'Armée populaire de libération présente la future base comme une contribution de la Chine à la paix dans le monde à travers les missions de maintien de la paix en Afrique et la lutte contre la piraterie dans l'Océan indien. Pékin n'a pas

d'ambition expansionniste ni l'intention de se lancer dans une course aux armements, assure le journal. La création de la base à Djibouti inquiète cependant l'Inde, qui soupçonne la Chine de vouloir compléter un "collier de perles" déjà constitué d'alliances ou de moyens militaires positionnés en Birmanie, au Bangladesh ou au Sri Lanka.

AFP

# Trump : les principaux personnages du dossier de l'affaire russe

**La révélation d'une rencontre en juin 2016 entre le fils aîné de Donald Trump et une avocate russe disant avoir des informations compromettantes sur Hillary Clinton a fait repartir, au plus haut niveau, les accusations de connivence avec la Russie.**

**D**onald Trump Jr. a par ailleurs publié mardi sur Twitter une série d'emails montrant qu'il avait accepté de recevoir l'aide du pouvoir russe pour nuire à la candidate démocrate à l'élection présidentielle face à son père.

La question d'une éventuelle collusion de l'équipe de campagne de Donald Trump avec la Russie fait l'objet de plusieurs enquêtes aux Etats-Unis, notamment du FBI qui est menée par le procureur indépendant, Robert Mueller.

Voici les principales personnes impliquées dans le dossier de l'affaire russe.

## Donald Trump

Jusqu'à présent, aucun élément ne lie directement le président américain à l'ingérence russe. Mais les agissements de ses plus proches collaborateurs et sa réticence à reconnaître et à condamner fermement les interférences de la Russie dans l'élection ali-



mentent un soupçon permanent.

Il est par ailleurs soupçonné d'avoir tenté d'entraver l'enquête du FBI en limogeant James Comey, directeur de la police fédérale, en mai et en demandant aux chefs des services de renseignement et à des membres du Congrès d'intervenir publiquement pour le blanchir.

## Michael Flynn

L'ancien conseiller de Donald Trump à la Sécurité nationale - contraint de démissionner en février - et ancien chef du renseignement militaire américain a accepté des rémunérations de sociétés russes avant la campagne électorale. Il a également communiqué à plusieurs reprises avec l'ambassadeur russe à Washington, Sergueï Kisliak avant et après l'élection. M. Flynn pourrait être poursuivi pour parjure s'il est prouvé qu'il a délibérément menti aux enquêteurs sur ces contacts.

Il est aussi soupçonné d'avoir évoqué avec M. Kisliak un possible allègement des sanctions américaines contre la Russie.

## Donald Trump Jr.

En juin 2016, le fils aîné de Donald Trump a rencontré Natalia Veselnitskaya, une avocate russe liée au Kremlin, avec le président de la campagne Trump, Paul Manafort, et le beau-fils du président, Jared Kushner. Cette rencontre a été initiée par un échange

d'emails publié mardi entre Donald Trump Jr. et l'intermédiaire Rob Goldstone, qui affirmait qu'un procureur russe voulait «donner à la campagne Trump des informations et documents officiels qui incrimineraient Hillary et ses transactions avec la Russie» et qui seraient «très utiles» à Donald Trump.

Le fils de Donald Trump continue d'affirmer que lors de la rencontre, Natalia Veselnitskaya n'avait «aucune information significative» sur Mme Clinton et voulait plutôt parler des sanctions américaines contre la Russie et d'adoption internationale.

## Paul Manafort

Paul Manafort a dirigé la campagne de Donald Trump avant d'être poussé à la démission en août 2016, à la suite de révélations selon lesquelles il faisait l'objet d'une enquête pour avoir reçu plusieurs millions de dollars de l'ex-président ukrainien pro-russe, Viktor Ianoukovitch.

Il menait par ailleurs des activités de conseil auprès d'oligarques milliardaires liés à Moscou. Il a participé à la réunion de Donald Trump Jr. avec l'avocate russe.

## Roger Stone

Le sulfureux conseiller politique du président Richard Nixon, aux méthodes controversées, a ouvertement reconnu avoir fait tout son possible pour faire élire Donald Trump. Pendant la campagne, il a communiqué avec

le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange et avec le pirate informatique «Guccifer 2», qui ont publié des emails volés à Hillary Clinton et à son équipe de campagne. Les services de renseignement américains estiment que «Guccifer 2» est lié aux services secrets russes et pensent que WikiLeaks a été utilisé, peut-être sans le savoir, par la Russie pour faire fuiter des documents susceptibles de nuire à la campagne des démocrates.

## Jared Kushner

Le mari d'Ivanka Trump, la fille aînée du président, a participé à la réunion avec l'avocate russe Natalia Veselnitskaya.

Jared Kushner était également présent lors d'une rencontre entre MM. Flynn et Kisliak en décembre 2016. Selon le Washington Post, M. Kushner aurait alors proposé d'établir un canal secret de communication avec le Kremlin en utilisant les équipements de l'ambassade russe à Washington.

Quelques jours plus tard, M. Kushner rencontrait également Sergueï Gorkov, président de la banque publique russe Vnesheconombank et ancien membre des services secrets russes. La banque fait l'objet de sanctions par Washington depuis 2014 en raison du conflit en Ukraine. La teneur de cet entretien n'est pas connue.

AFP

## Washington sanctionne la société russe Kaspersky Lab

■ L'administration de Donald Trump a retiré la société moscovite Kaspersky Lab de deux listes de vendeurs agréés d'équipement technologique pour les agences gouvernementales américaines, expliquant qu'elle craignait que ses produits soient utilisés par le Kremlin pour pénétrer dans les réseaux des Etats-Unis.

Depuis plusieurs mois, la société de cybersécurité, dont les logiciels antivirus sont populaires aux Etats-Unis, est soupçonnée par les agences de renseignement et certains membres du Congrès d'être trop étroitement liée aux services russes.

L'entreprise a publié un communiqué dans lequel elle se juge la victime de querelles géopolitiques, démentant toute connexion politique et se disant prête à répondre aux questions des autorités américaines. «Selon toute vraisemblance, Kaspersky Lab s'est retrouvée embarquée dans une querelle géopolitique où chaque camp s'emploie à utiliser notre entreprise comme un pion dans son jeu», a réagi la société moscovite, cité par l'agence RIA.

«Kaspersky Lab n'a de lien avec aucun gouvernement et l'entreprise n'a jamais aidé, et n'aidera jamais, aucun gouvernement dans le monde à mener des activités de cyberespionnage», a-t-elle insisté. Les produits Kaspersky ont été retirés de la liste de l'Administration américaine des services généraux (General Services Administration, GSA) mais les agences gouvernementales américaines pourront toujours en acquérir s'ils ne passent pas par la procédure agréée par la GSA. Le mois dernier, la commission sénatoriale des Forces armées a adopté un projet de loi de dépenses qui prévoit d'interdire l'achat de produits Kaspersky par l'armée. Les agences de renseignement américaines estiment que la Russie a cherché à intervenir dans la campagne électorale de 2016 aux Etats-Unis, en piratant notamment des boîtes mail de hauts responsables du Parti démocrate. Moscou dément.

Reuters

## Vol MH17: Poutine doit prendre ses responsabilités

■ Le président russe Vladimir Poutine doit prendre ses responsabilités vis-à-vis des victimes du vol MH17 de la Malaysia Airlines en Ukraine, a estimé mercredi un avocat des familles, près de trois ans après la tragédie.

Les 298 passagers et membres d'équipage avaient tous péri lorsque le Boeing 777 qui reliait Amsterdam à Kuala Lumpur avait été abattu par un missile le 17 juillet 2014 dans l'est de l'Ukraine en guerre.

L'équipe d'investigation conjointe (JIT) a conclu que l'appareil avait été touché par un missile de type BUK acheminé depuis la Russie et tiré depuis une zone de combat contrôlée par les rebelles pro-russes, mais le gouvernement russe a toujours nié être impliqué.

«Mes clients ont attendu trois ans, M. Poutine. Il n'y a toujours pas de responsable», a déploré dans le quotidien Sydney

Morning Herald l'avocat américain Jerome Skinner, qui représente des familles de victimes originaires d'Australie, de Malaisie, de Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas.

«Ne pensez-vous pas qu'une telle tragédie mérite une explication? Vous êtes le seul qui puissiez y remédier.»

«Je saisisrai la Cour européenne des droits de l'homme et toute autre juridiction disponible pour que le Kremlin rende des comptes. Rencontrez-moi et faites amende honorable auprès des victimes de la tragédie», a-t-il poursuivi.

Les enquêteurs ont identifié une centaine de personnes «ayant joué un rôle actif dans le drame», mais aucun suspect n'a encore été arrêté.

Pour autant, la Belgique, l'Australie, la Malaisie, les Pays-Bas et l'Ukraine, qui participent à la JIT, ont décidé qu'ils seraient jugés par la justice néerlandaise, a annoncé

mercredi le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Bert Koenders.

Dans la foulée de cette annonce, le président ukrainien Petro Porochenko avait assuré que Kiev apporterait «sa contribution» et aiderait «les Pays-Bas autant que possible pour faire en sorte que les responsables (du drame) soient punis rapidement». Sur sa page Facebook, M. Porochenko avait de nouveau accusé la Russie de bloquer la création d'un tribunal international soutenu par l'ONU.

Les enquêteurs se sont gardés de désigner un coupable et n'ont jamais directement accusé Moscou d'avoir fourni le missile BUK et son système de transport.

Le drame était survenu alors que la guerre en Ukraine était à son paroxysme, alimentant encore plus les tensions entre l'Occident et Moscou.

AFP

Turquie

# L'enquête sur le putsch laisse des questions sans réponses

**Le prédicateur Fethullah Gülen désigné comme ayant été le cerveau du putsch manqué en Turquie, les services de sécurité épinglés : le rapport de la commission d'enquête sur la tentative de coup d'Etat n'a pas réservé de surprises, mais un an plus tard, des zones d'ombre demeurent.**



**P**eu avant minuit dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, une présentatrice anxieuse lit à la télévision d'Etat un communiqué annonçant la prise du pouvoir par l'armée. Peu après, des avions des forces aériennes bombardent le siège du Parlement à Ankara et des chars font leur apparition dans les rues d'Istanbul. Les violences font environ 250 morts.

Douze heures plus tard, le Premier ministre Binali Yildirim se présente devant son bureau pour proclamer la défaite des putschistes. Une commission parlementaire chargée d'enquêter sur ce coup d'Etat avorté a rendu public en mai un rapport l'imputant, comme attendu, aux réseaux gülenistes et mettant en exergue des défaillances des services de renseignement. Mais de nombreuses questions sont restées sans réponse.

Comment se fait-il que les préparatifs du putsch aient échappé aux services de renseignement ? Pourquoi le président Recep Tayyip Erdogan n'a-t-il pas été informé dans l'après-midi du 15 juillet des mouvements suspects au sein de certaines unités de l'armée ?

Toujours pas de réponses satisfaisantes, regrette l'opposition.

## Sonnette d'alarme

Le fait que cette commission n'ait pas pu interroger le chef du renseignement turc (MIT), Hakan Fidan, ou celui de l'armée, le général Hulusi Akar, a aussi suscité des critiques dans les médias puisque les deux hommes sont censés détenir de précieuses informations sur le déroulement des événements.

«On ne voit pas une enquête transpa-

rente. C'est très décevant et même très effrayant», dit à l'AFP Gareth Jenkins, chercheur au Silk Road Studies Program.

Le gouvernement turc s'est défendu de toute velléité de rétention d'informations et a accusé ceux qui le laissent entendre d'insulter la mémoire des «martyrs» tombés en résistant aux putschistes. Selon des informations parues dans la presse turque sur la base des conclusions de la commission d'enquête et des témoignages de suspects pendant leur procès, MM. Fidan et Akar ont été informés dès l'après-midi du 15 juillet de l'imminence d'une action factieuse au sein de l'armée. C'est un pilote d'hélicoptère de l'armée ayant le rang de commandant qui a tiré la sonnette d'alarme en se rendant à 14h20 au siège du MIT à Ankara pour avertir les responsables qu'un coup d'Etat était sur le point d'être déclenché. «Je leur ai dit qu'il pourrait y avoir une action massive. Je me souviens très bien d'avoir employé le mot «coup d'Etat», a raconté l'officier, selon la presse. Cet avertissement a été transmis par le MIT au commandement de l'armée vers 16h30. MM. Fidan et Akar se sont rencontrés dans la foulée. Or M. Erdogan a affirmé que c'était son beau-frère, et non pas les services de sécurité, qui l'avait informé tard dans la soirée qu'un putsch était en cours.

## «Points d'interrogation»

Le général Akar a été séquestré par les putschistes toute la nuit dans une base avant d'être libéré et de rejoindre à bord

d'un hélicoptère le centre de crise à Ankara. Mais il était accompagné, pour des raisons non élucidées, par le général Mehmet Disli, qui a ensuite été arrêté et accusé d'être l'un des instigateurs de la tentative de coup d'Etat.

Le général Akar a aussi essuyé des critiques pour n'avoir pas complètement fermé l'espace aérien ou ordonné à tous les soldats de rester dans les casernes après avoir eu vent des préparatifs en cours. «Nous ne sommes ni procureurs ni juges. Nous n'allons pas condamner qui que ce soit, mais voulons simplement avoir des réponses à nos questions», explique à l'AFP le député d'opposition Sezgin Tanrikulu, à propos du rejet par des membres de la commission d'enquête issus du parti au pouvoir AKP d'une demande de convocation de MM. Fidan et Akar. «Malheureusement, ils ont écarté cette demande, ce qui fait que des points d'interrogation subsistent toujours», ajoute M. Tanrikulu, qui fait lui aussi partie de cette commission.

Gareth Jenkins, le chercheur du Silk Road Studies Program, estime que la façon dont l'enquête a été menée pourrait traduire une volonté du pouvoir d'escamoter ses propres dysfonctionnements.

«Il se peut que le gouvernement ait quelque chose de sinistre à cacher, ou peut-être cache-t-il sa propre incompétence, car sa réponse au coup d'Etat a été très chaotique», dit-il.

AFP

## Rencontre au sommet américano-russe le 17 juillet à Washington

■ En pleine tempête politique aux Etats-Unis sur l'ingérence présumée de Moscou dans la présidentielle américaine, des hauts diplomates des deux pays se retrouveront le 17 juillet à Washington pour mettre sur la table leurs multiples contentieux, a indiqué mardi la diplomatie américaine.

Le numéro trois du département d'Etat, le diplomate de carrière Thomas Shannon, accueillera le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, une rencontre programmée fin juin à Saint-Petersbourg, mais que Moscou avait annulée en raison de nouvelles sanctions américaines liées au conflit en Ukraine.

La porte-parole du ministère américain des Affaires étrangères Heather Nauert a indiqué qu'au cours de cette réunion du 17 juillet à Washington M. Shannon tenterait de traiter «certaines de ce qu'on appelle des sources d'irritation».

Elle n'est pas entrée dans les détails mais des diplomates cités par les agences de presse russes soulignaient que MM. Shannon et Riabkov parleraient notamment des sanctions prises à la toute fin de la présidence de Barack Obama en décembre 2016: expulsion d'une trentaine de diplomates et espions russes et fermeture de deux complexes résidentiels russes aux Etats-Unis.

Les deux responsables devraient aussi discuter de l'Ukraine et de la Syrie, selon des diplomates américains.

De retour le week-end dernier d'un voyage en Europe au cours duquel il a pour la première fois rencontré son homologue russe Vladimir Poutine, le président américain Donald Trump a affirmé vouloir «aller de l'avant» et «travailler de manière constructive» avec Moscou.

Mais la volonté de M. Trump se heurte au scepticisme d'élus du Congrès qui réclament de nouvelles sanctions pour l'ingérence russe, que Moscou nie, dans la campagne présidentielle américaine de 2016.

D'autant que le fils aîné du président, Donald Trump Jr, est accusé de s'être coordonné avec Moscou. Il a rencontré l'an dernier une avocate présentée comme émissaire du gouvernement russe, apparemment désireux d'aider le candidat républicain à la Maison Blanche en lui fournissant des informations compromettantes sur sa rivale démocrate lors de la présidentielle, Hillary Clinton.

AFP

## L'UE juge «essentiel» de coopérer avec Moscou

■ La responsable de la diplomatie européenne Federica Mogherini a estimé mardi qu'il était «essentiel» pour l'Union européenne de coopérer avec la Russie, après avoir reçu à Bruxelles le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. «Il est clair que nous ne partageons pas les mêmes positions sur tout, mais il est essentiel de notre point de vue de dialoguer, de coopérer partout où c'est possible, et aujourd'hui nous avons identifié des terrains de coopération», a affirmé Mme Mogherini lors d'une conférence de presse commune avec M. Lavrov.

La diplomate italienne, qui recevait son homologue russe après avoir effectué sa première visite à Moscou le 24 avril dernier, a souligné discuter régulièrement avec M. Lavrov des problèmes mondiaux affectant les intérêts de l'Union européenne et de la Russie.

Elle a mentionné en particulier la guerre en Syrie et le cessez-le-feu parrainé par la Russie, les Etats-Unis et la Jordanie dans le sud du pays.

«Nous considérons cette trêve comme une première étape vers un cessez-le-feu étendu à l'échelle nationale», a expliqué M. Mogherini, rappelant que l'UE - non impliquée militairement dans le conflit - avait fourni une aide humanitaire de près de 10 milliards d'euros aux Syriens qui aspirent à une «vie normale».

«Nous savons tous la contribution que fait l'UE mais il est grand temps de considérer l'impact des sanctions européennes et américaines contre (le régime de) Damas», soutenu par Moscou, a rétorqué le ministre russe.

Outre la Syrie, les deux dirigeants ont discuté pendant deux heures de la crise libyenne, des tensions dans le Golfe, du processus de paix au Proche-Orient, ainsi que de la situation dans la péninsule coréenne et en Ukraine. Les relations entre Moscou et l'UE se sont fortement dégradées après l'annexion de la Crimée et le début du conflit dans l'est de l'Ukraine en 2014.

L'Union européenne a officiellement ratifié mardi un accord d'association avec l'Ukraine.

Conclu en 2014, au moment où les relations avec la Russie étaient au plus bas, cet accord d'association UE-Ukraine entrera en vigueur le 1er septembre.

AFP

## Le fils Trump a donné plusieurs versions différentes de sa réunion avec les Russes

■ Donald Trump Jr. a commencé par nier avoir parlé politique avec des Russes pendant la campagne, puis il a dit qu'ils avaient juste parlé adoption, avant de publier des e-mails qui montrent qu'il avait menti sur ces deux points.

Donald Trump Jr., le fils du président des Etats-Unis, a tweeté des e-mails compromettants sur ses liens avec la Russie afin, selon lui, «d'être complètement transparent». Ces messages montrent qu'il a accepté l'aide du gouvernement russe pour obtenir des informations nuisibles à Hillary Clinton pendant la campagne présidentielle.

Se vanter de transparence est un peu déplacé de la part de Donald Jr: selon le *New York Times*, le fils Trump savait que le quotidien allait publier ses e-mails, et il les a donc simplement tweetés un peu en avance. Malgré tout, le président Donald Trump, via sa porte-parole Sarah Huckabee Sanders, a dit que son fils était une personne de «haute qualité» et qu'il «applaudissait sa transparence».

L'autre problème avec cette prétention à la transparence, c'est que Don Jr a fait plusieurs déclarations contradictoires au

sujet de ses liens avec la Russie pendant la campagne. Sa description des faits a évolué au fil des révélations de la presse, ce qui prouve qu'il était tout sauf «transparent».

En mars, il déclarait au *New York Times* qu'il n'avait rencontré de Russes en 2016 qu'en tant que businessman, pas en tant que représentant de la campagne de Trump.

«Ai-je rencontré des personnes russes? Oui probablement. Mais aucune rencontre organisée. Aucune dont je me souviens à ce moment. Et certainement aucune où je représentais la campagne de quelque façon que ce soit».

Les e-mails publiés par Don Jr. et par le *New York Times* montrent au contraire que le fils Trump était très enthousiaste à l'idée de reconstruire Natalia Veselnitskaya, une avocate russe censée lui donner des informations négatives sur Hillary Clinton. Et l'intermédiaire britannique, le publiciste Rob Goldstone, avait bien précisé:

«Ce sont évidemment des informations très sensibles, mais cela fait partie du soutien du gouvernement russe pour M. Trump».

## Normal en temps de campagne

Avant que cela ne soit révélé le 11 juillet, Don Jr avait raconté tout autre chose au sujet de cette rencontre avec Veselnitskaya.

Le samedi 8 juillet après un premier article du *New York Times*, Donald Jr avait dit que le sujet principal de la réunion était un «programme d'adoption d'enfants russes». Le dimanche 9 juillet, quand le *New York Times* a révélé que Goldstone avait promis des informations nuisibles sur Clinton, Don Jr a dit que de toutes façons, Veselnitskaya n'avait «pas d'informations importantes».

Le lundi, il a décrété que faire des recherches sur ses opposants politiques était normal en temps de campagne. Ce qui est vrai, sauf que d'habitude, les informations ne viennent pas du gouvernement russe. Et mardi lorsque les e-mails incriminants ont été publiés, il a essayé de se défendre en disant que cette réunion ne lui semblait pas problématique parce que c'était «avant que la fièvre russe ne soit en vogue».

Slate

Venezuela

# La procureure dissidente tient tête au président Maduro

**La procureure dissidente Luisa Ortega, devenue le visage de la contestation au Venezuela et menacée d'un procès en destitution pour "faute grave", a défié mardi le président Nicolas Maduro en affirmant qu'elle resterait "à son poste quoi qu'il arrive."**

«**J'**entends fermement rester à mon poste pour défendre la démocratie (...) On m'a traitée comme si j'avais commis un délit», a déclaré Mme Ortega dans un entretien à la radio argentine Radio Con Vos, en parlant non plus d'un procès mais d'une «persécution pénale».

La Cour suprême (TSJ) s'apprête à décider, mercredi au plus tard, du sort de la procureure de 59 ans et pourrait décider de l'écarter de ses fonctions, ce qui risquerait d'amplifier les manifestations qui agitent le pays depuis plus de trois mois.

Le bilan des personnes tuées lors de ces manifestations quasi quotidiennes depuis début avril a encore progressé mardi, avec une 94e victime, un jeune homme de 17 ans.

La semaine dernière, cette avocate s'était déjà vue interdite de sortie du territoire par le TSJ, qui a également gelé ses comptes et ses avoirs.

Réputée disciplinée et de caractère ferme, Mme Ortega a commencé à perdre foi dans le gouvernement socialiste en 2016, selon son époux.

Sa première prise de parole critique remonte au 31 mars 2017: elle dénonce alors une «rupture de l'ordre constitutionnel» après la décision du TSJ de s'arroger les pouvoirs du Parlement, seule institution contrôlée par l'opposition.

## 'Traïtesse'

Perçue par son camp comme une «traïtesse», elle n'a cessé ces derniers mois de fustiger les dérives du gouvernement, contestant l'impartialité des magistrats du TSJ et critiquant l'armée, autre pilier du président Nicolas Maduro, pour sa violence contre les manifestants.

Le Parlement, qui l'avait accueillie debout et sous les applaudissements lors son récent passage dans l'hémicycle, devait débattre mardi de cette procédure intentée contre la cheffe du parquet national. Mais la séance a été suspendue, les députés de l'opposition dénonçant des «restrictions» imposées par les forces de l'ordre, sans plus de précisions.

La décision de la Cour suprême est attendue alors que le pays sud-américain, dont l'économie a sombré avec la chute des cours du pétrole, vit une semaine décisive.



Le camp du président Maduro est en campagne électorale en vue de la désignation le 30 juillet des membres de l'Assemblée constituante. Celle-ci aura pour mission de refonder la Constitution.

«C'est le Venezuela qui sortira vainqueur avec cette constituante, et les impérialistes vont ravalier leurs paroles», a déclaré mardi Nicolas Maduro, en écartant par avance toute idée de représailles américaines. Ce projet d'assem-

blée constituante est fermement rejeté par les antichavistes (du nom d'Hugo Chavez, président de 1999 à sa mort en 2013), lesquels y voient une manière de contourner l'Assemblée nationale élue, et dominée depuis 2016 par l'opposition.

## 'Désobéissance civile'

En signe de contestation, celle-ci a prévu dimanche une consultation populaire symbolique sur cette Constituante, dans 1.600

bureaux de vote à travers le pays, et multiplie manifestations et blocages pour accroître la pression sur le gouvernement.

Présenté comme un acte de «désobéissance civile», ce plébiscite qui se déroulera sans l'aval des autorités a pour but, selon l'opposition, de rendre visible le rejet par la population de cette future assemblée.

Selon la société de sondages Datanalisis, près de 70% des Vénézuéliens sont opposés à la Constituante et 80% dénoncent la gestion du chef de l'Etat.

Une forte participation à la consultation de dimanche conjuguée à une abstention élevée lors de l'élection de ses membres à la fin du mois pourrait compromettre la «viabilité et la gouvernabilité de la Constituante», selon l'analyste Benigno Alarcon.

L'Eglise catholique aussi est montée au créneau, dénonçant «l'inscription dans la Constitution d'une dictature militaire, socialiste, marxiste et communiste» et appelant lundi M. Maduro à renoncer à son projet.

Ses adversaires du chef de l'Etat socialiste se sentent par ailleurs portés par la libération de prison, officiellement pour «raisons de santé», d'un de leurs emblématiques porte-drapeau, Leopoldo Lopez, 46 ans, désormais assigné à résidence.

Il avait été condamné en 2014 à 14 ans de privation de liberté pour «incitation à la violence» pendant des manifestations contre Nicolas Maduro en 2014, qui avaient fait 43 morts.

AFP

## A l'issue d'une rencontre Frontex cherche à aider l'Italie à partager l'accueil de migrants

■ L'agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières (Frontex) et les pays membres de l'UE qui prennent part à l'opération Triton ont accepté mardi de modifier celle-ci en faveur de l'Italie, sans aller jusqu'à dire que les migrants recueillis en mer pourront débarquer dans les ports autres qu'italiens.

Frontex a annoncé à l'issue d'une rencontre technique tenue à Varsovie qu'un groupe de travail allait être créé immédiatement pour préparer un nouveau plan opérationnel de Triton. Ce plan sera ensuite soumis aux pays membres participants, précise un communiqué.

Selon le plan en vigueur, c'est le pays-hôte de l'opération qui doit accueillir tous les migrants recueillis par les bateaux de Frontex. La même règle s'applique aux opérations gérées par la Grèce et l'Espagne.

Au cours de la rencontre, «l'Italie a déclaré qu'en cas d'afflux massif de migrants, elle voudrait être en mesure de débarquer les migrants dans les ports des autres pays membres», précise l'agence européenne.

«Tous les participants ont reconnu que l'Italie était confrontée à une pression extraordinaire et avait besoin d'un soutien supplémentaire de l'UE et de Frontex», souligne le communiqué.

Depuis une semaine, l'Italie multiplie les appels à l'aide, exhortant ses partenaires européens à apporter une «contribution concrète» pour tenter d'endiguer les départs vers l'Europe de migrants et de mieux répartir sur le continent ceux qui sont secourus en mer.

Le chef du gouvernement italien, Paolo Gentiloni, a prévenu vendredi que la capacité d'accueil des migrants en Italie n'était pas «illimitée».

Au cours de la rencontre de mardi, Frontex et certains pays participants ont déclaré aussi vouloir partager leur expérience avec le groupe de travail pour élaborer un «code de conduite» pour les ONG participant aux opérations de secours.

Ce code est demandé par l'Italie pour améliorer la collecte d'informations et la lutte contre les trafiquants.

L. M.

Pérou

## La justice refuse de libérer l'ex-président Fujimori

La justice péruvienne a confirmé mardi le rejet de la demande de la dirigeante de l'opposition Keiko Fujimori en faveur de la libération de son père, l'ancien président Alberto Fujimori, en prison depuis dix ans.

La Cour supérieure de justice de Lima a annoncé sur Twitter qu'elle avait confirmé en appel la récente décision d'une instance inférieure de rejeter la demande de mise en liberté présentée par Keiko Fujimori. Alberto Fujimori, 78 ans, président de 1990 à 2000, purge depuis 2007 une peine de 25 ans de prison pour

corruption et crimes contre l'humanité. Sa fille, qui a été candidate à la présidence et est actuellement la principale dirigeante de l'opposition péruvienne, estime que sa condamnation avait des motivations politiques. Détenu dans une base de la police près de Lima, Alberto Fujimori souffre de divers problèmes de santé, notamment d'hypertension artérielle. Il doit être examiné régulièrement par des spécialistes en raison d'une tumeur cancéreuse à la langue.

Le président péruvien Pedro Pablo Kuczynski a lancé dernièrement un débat sur la possibili-

té d'une amnistie humanitaire en faveur d'Alberto Fujimori, en déclarant au magazine britannique The Economist que le temps du pardon était venu.

Selon les sondages, 60% des Péruviens sont favorables à une amnistie de l'ancien chef de l'Etat. M. Fujimori a été condamné pour des faits de corruption et pour avoir commandité deux massacres perpétrés en 1991-1992 par un escadron de la mort, au cours desquels 25 personnes avaient été assassinées, dans le cadre de la lutte contre la guérilla maoïste du Sentier Lumineux.

AFP

Japon

## Shinzo Abe promet son aide aux victimes des intempéries

■ Le Premier ministre japonais Shinzo Abe s'est rendu mercredi sur l'île de Kyushu, dans les zones dévastées ces derniers jours par des inondations dont le dernier bilan est de 25 morts et 23 disparus. Le chef du gouvernement, qui a vu sa cote de popularité tomber à son plus bas niveau depuis son arrivée au pouvoir en 2012, a écourté une tournée diplomatique en Europe pour effectuer ce déplacement dans le sud du pays, moins de 24 heures après son retour dans l'archipel. Il a promis que le gouvernement ferait le maximum pour la reconstruction des régions touchées. Des pluies torrentielles ont provoqué il y a une semaine des glissements de terrain et des crues soudaines qui ont conduit à l'évacuation de 400.000 personnes. Quelque 11.000 soldats, pompiers et policiers continuent de fouiller les décombres recouverts de boue pour retrouver les disparus.

Reuters

Caravane culturelle Mouloud-Mammeri à Jijel

# 2017 sera cruciale pour la généralisation de la langue amazighe

L'année 2017 sera «cruciale et déterminante» pour le développement et la généralisation de la langue amazighe sur les plans social et administratif, a estimé le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, au terme des activités d'une caravane culturelle à Jijel.



des établissements et institutions officiels de l'Etat algérien rédigée en langue amazighe.

Le HCA est déterminé, selon son responsable, à publier la version finale du dictionnaire de la langue amazighe d'ici la fin de la tournée de la caravane culturelle Mouloud-Mammeri.

G. K.

39<sup>ème</sup> édition du festival international de Timgad

## Le public fait son show

Le public du festival international de Timgad a «disputé» la vedette aux chanteurs qui se sont produits au cours de la 5<sup>ème</sup> soirée de la 39<sup>ème</sup> édition du Festival international de Timgad en assurant le show autant que les artistes.

Enthousiaste et réceptif, le public présent lundi soir dans les gradins du Théâtre de plein air de Timgad a participé aussi activement au spectacle que les chanteurs créant une ambiance inouïe qui a fait, de l'avis de beaucoup de présents, de la 5<sup>ème</sup> soirée la meilleure, jusque-là, de cette 39<sup>ème</sup> édition.

C'est Zahouania qui s'est chargée de faire monter l'ambiance à son apogée, cette chanteuse qu'on ne présente plus a mis le feu dans les travées du théâtre gratifiant ses fans de ses meilleures chansons.

De son côté, l'enfant de la région, Nasreddine Hora, a lui aussi rendu une copie parfaite avec un répertoire dansant tiré du patrimoine musicale interprétant *Bent el Baroud* et *Ya Fatma*. L'artiste franco-marocain Nassi, qui se produit pour la première fois à Timgad a régalé les jeunes fans de pop dance, indiquant à l'issue de la soirée qu'il était «très heureux de la réaction du public».

Nassi, dont les parents ont vécu à Oran avant de partir en France, a affirmé, avec beaucoup d'émotion que sa présence en Algérie «signifie beaucoup de choses» pour lui. «J'aimerais visiter tous les endroits par lesquels sont passés mes parents», a-t-il ajouté.

Il est à noter que le chanteur jamaïcain Willy William n'a pas pu prendre part à cette soirée à cause de l'annulation à la dernière minute du vol Paris-Batna.

La sixième soirée de Timgad sera animée par Houria Ayachi, Kader Japonais et la Palestinienne Dallel Abou Amina. E. L.

«L e HCA est en phase d'élaborer un plan d'action de concert avec ses partenaires des administrations et des institutions de l'Etat pour la généralisation progressive, à partir de la prochaine rentrée scolaire, de la langue amazighe au sein de l'école algérienne, notamment les deux paliers primaire et moyen», a affirmé lundi M. Assad en marge de la cérémonie de

clôture des activités de la caravane culturelle célébrant le centenaire de la naissance de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri (1917/1989).

Pour le même responsable, la priorité actuelle est accordée au travail en coordination avec les institutions publiques des secteurs de la communication, de l'intérieur et des collectivités locales et de l'enseignement supérieur et de la recherche

scientifique, en vue de répertorier des textes juridiques en vigueur en prévision de «la création d'un complexe de la langue amazighe en 2018». M. Assad s'est dit «optimiste» quant à la dynamique et aux résultats obtenus sur la voie de la généralisation de la langue amazighe dans le secteur de l'Education nationale, espérant que cet effort soit couronné par la mise en oeuvre de mesures rendant obligatoire l'ensei-

gnement de la langue amazighe et par l'ouverture de postes budgétaires de recrutement des diplômés des Instituts de formation des enseignants diplômés des Instituts de langue amazighe.

Le même cadre a plaidé pour la réactivation de la commission mixte entre le HCA et le ministère de l'Education nationale, gelée depuis une année. Il a également fait état de la publication de la liste

Organisation du secteur du cinéma

## Installation de deux commissions

L e ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a procédé lundi au siège de son département à Alger à l'installation de la commission de délivrance des cartes aux professionnels du cinéma et celle de visionnage des vidéogrammes, indique un communiqué du ministère.

Lors de la cérémonie d'installation, M. Mihoubi a souligné "l'importance accordée par le plan d'action du gouvernement au sec-

teur du cinéma et à son développement", appelant à "l'intensification des efforts en vue de créer les conditions objectives pour favoriser l'investissement dans le secteur", en insistant sur la nécessité "de promouvoir les métiers du cinéma et la formation".

Le ministre a souligné que l'opération de délivrance des cartes professionnelles revêtait "un caractère positif et important dans la politique entreprise par le ministère

dans le but d'assainir le secteur", selon le communiqué.

M. Mihoubi a également soutenu l'impérieuse nécessité de "renforcer les actions pour freiner le piratage et le commerce illicite des vidéogrammes et protéger ainsi les droits d'auteur et des droits voisins, conformément aux dispositions légales, dans le cadre du respect des principes constitutionnels et des valeurs de la société algérienne".

Lors de cette cérémonie, le ministre a appelé les deux commissions à "sensibiliser les professionnels ainsi que toutes les parties et à faire preuve de souplesse dans l'exercice de leurs missions".

Les commissions ont été instituées conformément à la loi 03-11 relative au cinéma et dont les prérogatives ont été fixées respectivement par le décret exécutif n 13-278 et l'arrêté ministériel du 21 juillet 2014. H. O.

Pour la 1<sup>ère</sup> fois sur Youtube

## Le 39<sup>ème</sup> Festival international de Timgad diffusé en direct

L es concerts de la 39<sup>ème</sup> édition du Festival international de Timgad sont pour la 1<sup>ère</sup> fois diffusés en direct sur Youtube depuis la soirée d'ouverture tenue la nuit du 6 au 7 juillet, a indiqué mardi le chargé de communication au commissariat du festival, Abdelhamid Bouhala.

Cette initiative qui devra également concerner le Festival arabe de Djemila puis toutes les manifestations organisées par l'Office national pour la culture et l'information (Onci) est l'oeuvre d'un jeune staff technique spécialisé

en audiovisuel de l'Onci, utilisant quatre caméras et une mini-station de diffusion, précise la même source.

L'expérience est à ce moment «un succès» et concerne également les conférences de presse animés à l'hôtel Chélia par les stars du festival, selon la même source qui souligne que l'administration de l'Onci et le commissariat du festival entendent au travers de cette initiative être au diapason de l'évolution technologique et se servir des réseaux sociaux de communication pour joindre le plus grand nombre de

fans du festival, notamment ceux n'ayant pu y assister directement.

Pour Abdelhamid Bouhala, cette expérience, loin d'avoir des effets «négatifs» pour le festival et le déroulement des concerts programmés est «un plus» pour cette manifestation musicale internationale, attestant toutefois que la présence au Théâtre de plein pour assister à chaque soirée conserve «un goût bien particulier que ne saurait procurer les médias nouveaux».

K. L.



## ACCUSÉE DE PRENDRE DE LA COCAÏNE APRÈS UN CLICHÉ PUBLIÉ SUR SNAPCHAT

## Kim Kardashian obligée de s'expliquer

*C'est la dernière rumeur qui affole la toile. Kim Kardashian serait accusée de sniffer de la cocaïne. La star est sortie de son silence pour s'expliquer.*

Les sorties de Kim Kardashian ne passent jamais inaperçues. Dernièrement, la bimbo est apparue dans les rues de New-York avec des amies, vêtue d'une manière particulièrement affriolante. Elle portait en pantacourt très moulant, un long blazer et un simple soutien-gorge en dentelle en dessous. Une façon pour Kim Kardashian de faire parler d'elle et de mettre en avant ses courbes avantageuses.

Et quand la star n'attire pas l'attention dans la rue, tout se passe sur les réseaux sociaux. Kim Kardashian a dernièrement affolé la Toile. Ce lundi 10 juillet, la femme de Kanye West a posté une séquence sur Snapchat qui a fait bondir les internautes. En arrière-plan de la vidéo, ses followers auraient aperçu de la poudre blanche. Une poudre plutôt bien disposée en lignes fines que ses fans auraient pris pour de la cocaïne.

Une accusation grave à laquelle Kim Kardashian a souhaité répondre. Sur son compte Twitter, la mère de famille a voulu remettre les pendules à l'heure : «Je ne joue pas avec des rumeurs comme ça, alors je vais arrêter ça rapidement». Kim Kardashian a alors défendu que ce qui se trouvait sur la table en marbre derrière elle était «du sucre». Elle a ensuite prétexté que le bazar était resté là après un atelier cuisine avec son fils. Une dernière déclaration qui pourrait bien venir calmer les internautes. A moins qu'elle ne déclenche au contraire, une nouvelle polémique.



## PEAU TERNE

## VOTRE ROUTINE BEAUTÉ

Marre de votre peau terne et fatiguée ? Alors venez découvrir nos astuces pour redonner de l'éclat à votre teint. Mine radieuse assurée ! Une peau terne est une peau qui manque d'éclat, qui paraît fatiguée, voire même, parfois, qui tire sur le gris. Pour pallier à ces quelques problèmes, mieux vaut donc suivre un rituel beauté adapté, pour redonner un petit coup de pepsi à votre teint.

## 1. HYDRATATION DE LA PEAU

Première chose : l'hydratation de votre joli minois. Une étape essentielle, quel que soit votre type de peau. Pour une efficacité maximum, il est important de choisir la bonne crème hydratante. Dans le cas d'une peau terne, le must reste la crème d'énergie Q10 Nivea, à l'extrait de baie de Goji.

## 2. UNIFIER LE TEINT

Deuxième étape : la crème teintée. Elle va permettre d'unifier le teint et de le sublimer, avec un rendu très naturel. Idéale pour les peaux ternes : la crème teintée anti-rides Q10 de Nivea. Outre son action hydratante, elle lutte efficacement contre les rides, lisse la peau et protège des agressions extérieures. Un véritable rempart contre les principaux fac-

teurs responsables du teint terne, comme la pollution. Le plus ici : l'effet teinté très naturel, comme une seconde peau, pour un visage éclatant de beauté.

## 3. POUDRE BONNE MINE

Troisième étape : la poudre effet bonne mine, à appliquer en voile léger sur l'ensemble du visage. Pour un teint naturel ensoleillé et éclatant de beauté. Adieu la grise mine et place au visage lumineux.

## LA PEAU MIXTE

Les bons gestes : C'est la plus délicate à soigner car elle est à mi-chemin entre la peau sèche et la peau grasse. Veillez tout d'abord à ne pas l'agresser avec des produits nettoyants trop astringents. Utilisez un lait nettoyant et une crème hydratante non grasse. Appliquez si besoin une crème plus riche sur les parties du visage les plus sèches (pommettes, tempes...).

Il existe désormais des soins pour peaux mixtes qui combinent des actifs hydratants et des composants rééquilibrants pour réguler le flux de sébum. Adaptez votre maquillage à votre type de peau, quitte à utiliser deux produits différents (une crème teintée légère et un

fond de teint stick gras) selon les parties du visage.

A ne pas faire : Beaucoup de femmes ayant la peau mixte la considèrent comme normale et ne prennent

pas la peine de la soigner. C'est une grave erreur, car la peau mixte nécessite autant d'attention que les autres si ce n'est plus. Ne vous exposez donc pas aux intempéries ni au

soleil sans une crème protectrice, n'utilisez pas d'eau calcaire ni de savons et choisissez plutôt des lotions sans alcool pour la nettoyer.

## COUPLE

## LES FEMMES PRÉFÈRENT LES HOMMES GRANDS

La taille du partenaire importe dans une relation amoureuse. Pour les femmes, un homme grand rassure et donne l'impression d'être plus féminine, d'après une étude. Un homme plus petit que vous peut-il vous plaire ? A cette question, la plupart des femmes répondent "non" dans une étude menée conjointement par la Rice University et la North Texas University. Pour les femmes, la taille est un critère important dans le choix du partenaire.

Elles affirment se sentir plus protégées et plus femmes avec un compagnon plus grand qu'elles... "La psychologie de l'évolution soutient que la ressemblance est une règle sacrée dans la relation amoureuse. Pourtant notre étude suggère que concernant les caractéristiques physiques comme la taille, la

ressemblance n'est plus la règle dominante, particulièrement chez les femmes", constate Michael Emerson, professeur de sociologie à la Rice University à Houston. A la différence des femmes, les hommes semblent moins regardants sur la taille de leur partenaire féminin : 13,5 % des hommes voudraient sortir avec une femme plus petite qu'eux.

Les femmes elles préfèrent à 48,9 % un compagnon plus grand. Pour les besoins de l'étude, des petites annonces ont été analysées : elles provenaient de 455 hommes mesurant 1,72 m en moyenne et âgés de 36 ans et 470 annonces de femmes d'1,62 m âgées en moyenne de 35 ans. Dans une seconde partie, 54 hommes d'1,75 m environ et 131 femmes d'1,62 m ont été recrutés et interro-

gés en ligne par les chercheurs des deux universités du Texas.

## LES STÉRÉOTYPES ONT LA VIE DURE

Les chercheurs n'ont pas poussé bien loin l'analyse : selon eux, les hommes et les femmes sont influencés par les stéréotypes de genre et les attentes sociétales traditionnelles. "La capacité masculine à offrir une protection physique est clairement reliée au stéréotype de l'homme protecteur", commente un des auteurs de l'étude au Daily Mail.

Et comme un cliché n'arrive jamais seul... "Dans une société qui encourage les hommes à être dominants et les femmes à être soumises, l'image des hommes grands qui dépassent les petites femmes renforce cette conception"



**Les DÉBATS**

Quotidien national  
d'information

Edité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Basket-ball / Super-Division A (play-offs)

## Finale inédite entre le GS Pétroliers et le NA Hussein-Dey

La finale des play-offs du championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division A, mettant aux prises le triple tenant du titre le GS Pétroliers et le NA Hussein-Dey, débute jeudi avec le déroulement de la première manche à Blida (21h00).

La finale de la Super-Division A se dispute cette saison sur une série de 2 matchs gagnants (aller-retour et belle éventuelle). La deuxième manche est également prévue à Blida vendredi (21h00), alors que la belle éventuelle est programmée samedi (Blida, 21h00).

Les Pétroliers, triples champions en titre, abordent cette finale avec les faveurs des pronostics, après avoir décroché la coupe d'Algérie la semaine dernière en s'imposant face à l'US Sétif sur le score de 62 à 52. Contacté par l'APS, l'entraîneur du GSP, le Français Nicolas Meistelman, a estimé que le titre de champion reviendrait à l'équipe ayant «le mieux récupéré» après un parcours marathonien en cette fin de saison.

«Mes joueurs sont conscients de leur mission. Ils sont motivés pour conserver le titre



de champion d'Algérie et décrocher donc le doublé», a-t-il dit, soulignant que «la fraîcheur physique et l'aspect psychologique seront déterminants».

Les hommes du coach Meistelman sont fermement décidés à s'offrir un 19e titre de champions dont le 4e consécutif devant cette courageuse équipe du NAHD en misant sur la grande expérience de leurs internationaux et leur marqueur attitré Abdellah Hamdini.

«Notre premier objectif a été atteint, main-

tenant il faut rester concentrés et bien récupérer cette semaine avant d'affronter le NAHD en finale de championnat», avait déclaré l'international algérien à l'issue de la finale de coupe d'Algérie.

Le NA Hussein-Dey, qui joue les premiers rôles depuis quelques saisons, est à la recherche d'un premier titre historique de champion d'Algérie qui lui a toujours échappé aux ultimes étapes de l'épreuve.

Les protégés de Djamel Rekik espèrent de

tout cœur réaliser leur rêve, à savoir offrir au NAHD son premier titre tant attendu.

Programme de la finale à Blida :

- Jeudi (Aller):  
NA Hussein-Dey - GS Pétroliers (21h00)
- Vendredi (Retour):  
GS Pétroliers - NA Hussein-Dey (21h00)
- Samedi (Belle éventuelle):  
GS Pétroliers - NA Hussein-Dey. (21h00).

### Transfert Mesbah s'apprête à retrouver le championnat suisse 8 ans après

L'INTERNATIONAL ALGÉRIEN, Djamel Mesbah, est en passe de retourner au championnat de Suisse de football, qu'il a quitté en 2009, par le biais du FC Lausanne-Sport où il devrait s'engager dans les heures à venir, rapporte mercredi la presse locale. Selon le journal "Le Matin", le latéral gauche a tout conclu avec les dirigeants de Lausanne-Sport et est attendu jeudi pour entamer l'entraînement avec cette formation pensionnaire du championnat de l'élite suisse. Mesbah a évolué la saison passée à Crotona, mais ses apparitions furent très rares avec cette formation de Serie A italienne. Cela ne l'a toutefois pas empêché de faire partie de la liste des 23 joueurs de la sélection algérienne qui ont participé à la précédente Coupe d'Afrique des nations en janvier dernier au Gabon. Le joueur de 32 ans avait déjà porté les couleurs de quatre clubs suisses, à savoir le Servette Genève (2003-2004), Bâle (2004-2005), Aarau (2006-2008) et Lucerne (2008-2009). Il a également évolué dans plusieurs clubs italiens, à l'image de l'AC Milan, Parme et dernièrement Crotona.

K. L.

### USM Alger Adel Laabeni nouveau préparateur physique

LE TECHNICIEN Adel Laabeni a été désigné au poste de préparateur physique de l'USM Alger, a annoncé le club algérois de Ligue 1 de football Mobilis sur son site officiel. Selon la même source, un contrat a été signé ce mardi entre les deux parties. Adel Laabeni a notamment été préparateur physique de l'Entente de Sétif lors de la saison précédente. Diplômé à Dijon en 2009, et ayant un diplôme en préparation physique et un master en biologie, Laabeni possède également le titre CAF C. Il a également travaillé au CS Constantine avec Roger Lemerre puis Diego Garzitto, et au MO Bejaia avec Abdelkader Amrani et en Arabie Saoudite en 2013. L'USM Alger reprendra l'entraînement le 25 juillet prochain au stade Omar Hamadi (Bologhine) avant un stage en Turquie ou au Maroc. Le représentant algérien s'est qualifié dimanche dernier pour les quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique après sa victoire contre Caps United 4-1. En quarts de final prévus en septembre prochain, l'USM Alger affrontera les Mozambicains de Ferroviario da Beira.

### Handball / Mondial-2017 des U-21

## L'Algérie affronte la Hongrie samedi à la salle Harcha

La sélection algérienne de handball U-21 affrontera la Hongrie samedi (20h00) à la salle Harcha-Hacene (Alger) dans le cadre des préparatifs des deux formations pour le 21e Championnat du monde de handball des moins de 21 ans prévu du 18 au 30 juillet à Alger, a appris mercredi l'APS auprès de l'entraîneur national, Rabah Gherbi.

«Ce match a été programmé depuis six mois déjà. Il nous permettra d'effectuer les derniers réglages avant de jouer notre premier match devant le Maroc. J'aurais aimé disputer deux autres rencontres amicales

avant la fin de semaine, mais les équipes que nous avons contacté tardent à venir à Alger», a précisé Gherbi.

Les Verts sont actuellement en stage à l'hôtel BeauFayet (Ouest d'Alger) et effectuent leurs séances d'entraînement au Centre de préparation des équipes nationales à Soudania.

«Les responsables m'ont proposé de rallier l'hôtel Mercure juste après le match amical de la Hongrie. Moi je préfère rester ici avec mes joueurs loin de toute pression», a fait savoir le coach national.

Lors du Mondial-2017 l'Algérie évoluera dans le groupe D avec la Croatie, l'Islande, l'Arabie saoudite, l'Argentine et le Maroc. Les Hongrois joueront eux dans le groupe A en compagnie de l'Allemagne, de la Norvège, des Iles Féroé, de la Corée du Sud et du Chili.

H. M.

### Transfert

## Adil Rami annonce son arrivée à l'Olympique de Marseille

■ Le défenseur central français Adil Rami, qui évoluait depuis 2015 au FC Séville (Liga espagnole), a annoncé sur sa page Facebook qu'un accord avait été trouvé entre son club et l'Olympique de Marseille pour un transfert. «Information officielle: accord trouvé entre le FC Séville et

l'Olympique de Marseille», déclare-t-il, en légende d'une photo de lui tout sourire, assis à un bureau devant un mur tapissé aux couleurs de l'OM. Agé de 31 ans, Rami a été sélectionné 33 fois en équipe de France. Avec le FC Séville, il a notamment remporté la Coupe de l'UEFA en 2016.

### Championnat du monde de handball

## L'Algérie participe à un tournoi international en Tunisie

■ La sélection algérienne de handball masculine des moins de 19 ans prendra part à un tournoi international en Tunisie du 12 au 15 juillet dans le cadre de ses préparatifs pour le championnat du monde 2017 de la catégorie prévu à Tbilissi en Géorgie (8-20 août), a appris mardi l'APS auprès de la Fédération algérienne de handball (FAHB).

«L'équipe se déplacera demain (12 juillet) à

Tunis pour participer à un tournoi international sur invitation de la fédération du pays hôte», a précisé le responsable des équipes nationales à la FAHB, Belkacem Si Ahmidia.

En prévision des stages précédant le Mondial-2017, l'entraîneur national Abdelkrim Bechkour, a fait appel à un groupe composé de 28 joueurs.

Lors du mondial géorgien, l'Algérie évoluera

dans le groupe B avec l'Allemagne, l'Islande, la Géorgie, le Chili et le Japon. Les Verts entameront le tournoi le 8 août face au pays organisateur.

Le Sept national s'est qualifié à cette phase finale, prévue initialement en Italie, grâce à la troisième place décrochée au championnat d'Afrique de la catégorie tenu en septembre 2016 à Bamako (Mali).

### RC Kouba Dan Angelescu nouvel entraîneur pour deux ans

LE RC KOUBA, nouveau promu de Ligue 2 professionnelle du football, a engagé officiellement l'entraîneur roumain, Dan Angelescu, pour un contrat de deux ans, a appris l'APS mardi du membre du bureau exécutif du club, Abderrahmane Khoudir. L'ex-coach du US Chaouia, est arrivé ce mardi Alger, en provenance de la Roumanie, pour entamer son travail avec la formation du Raed. «Nous sommes en plein préparation en vue de la saison prochaine, notre choix s'est porté sur l'entraîneur expérimenté Dan Angelescu, il a signé un contrat de deux saisons. Le Roumain entamera son boulot dans les prochains jours» a indiqué Khoudir à l'APS. Agé de 58 ans, Dan Angelescu a entraîné plusieurs clubs algériens par le passé, à l'image de l'US Chaouia, l'USM Blida et le NA Hussein-Dey. La direction koubéenne, qui a entamé «tardivement» les préparatifs en prévision de la saison prochaine a décidé de garder environ 15 joueurs de la saison écoulée dont le gardien de but Slimani, le défenseur Guioz et les milieux de terrain Larbi Cherif et Maamache. En revanche, la seule nouvelle recrue du club pour le moment est l'ancien joueur de l'USM El Harrach Benayache. Selon la même source, l'opération de recrutement va se poursuivre tout au long de cette semaine avant la reprise des entraînements dans les prochains jours.

K. L.



## Répression de la contestation populaire au Rif Des députés européens exigent la condamnation de la violence policière marocaine

L'Union européenne (UE) et ses Etats membres doivent condamner la répression, la violence et la persécution policière pour des raisons politiques ainsi que la torture et les traitements inhumains et dégradants que les forces de sécurité marocaines infligent aux manifestants pacifiques de la contestation populaire dans le Rif, ont exigé les participants à la conférence-débat organisée mardi à Bruxelles en soutien au soulèvement populaire dans cette région.

«Il faut que l'UE arrête d'ignorer les revendications des mouvements politiques», a déclaré le député européen, Miguel Urban Crespo, initiateur de la conférence, jugeant le moment «opportun» de faire pression sur l'UE pour qu'elle use des outils dont elle dispose afin d'amener le Maroc à respecter les droits de l'homme.

Faisant le parallèle avec le conflit au Sahara occidental, cet eurodéputé a dénoncé «les faveurs politiques» dont a bénéficié le Maroc auprès de l'UE, notamment dans le cas du conflit au Sahara occidental, affirmant que l'Union doit se conformer à l'arrêt de la Cour européenne de justice (Cjue) qui a conclu en décembre dernier que les accords UE-Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental.

Lors de cette conférence organisée au Parlement européen, l'eurodéputé Florent Marcellesi a déploré la position de l'UE par rapport au mouvement de contestation populaire qui agite le Rif marocain depuis plus de 7 mois, regrettant que l'Union n'ait «rien fait» pour protéger les manifestants.

«L'UE n'a rien fait, encore moins Mogherini, pour exiger une solution à ce conflit et dénoncer la réponse, par la répression, du régime marocain aux revendications légitimes des manifestants», a-t-il regretté, faisant remarquer que l'UE aurait pu activer une clause sur le respect des droits de l'homme figurant dans l'accord d'association UE-Maroc. Soulignant la nécessité de «dénoncer ce qui se passe dans le Rif», ce député européen a annoncé la visite au Maroc, la semaine prochaine, d'une délégation de la commission des Affaires étrangères (Afe) au Parlement européen qui «évoquera, à coup sûr, avec les autorités marocaines la question du Rif».

Il a assuré, en outre, les militants du mouvement Hirak participant à l'événement de son «soutien total» et de celui de tous les députés Vert au Parlement européen sur lesquels le mouvement «peut compter» pour faire connaître leur combat. La journaliste espagnole, spécialiste des droits humains, Patricia Campelo, a observé «le même modus opérandi au Rif et au Sahara occidental pour réprimer des manifestants pacifiques qui continuent à occuper la rue», citant les nombreuses violations des droits de l'homme dans les deux cas, les disparitions forcées et le refoulement des journalistes pour que le régime marocain puisse «poursuivre sa politique de répression à huis clos».

Lina Charif, membre du comité de soutien au Hirak à Lille et membre fondateur de la coordination européenne de soutien au Hirak a assuré que plus de 500 Rifains sont arrivés en Espagne en l'espace de deux semaines, fuyant la répression policière qui s'est abattue sur la région. «Du jamais-vu depuis plus de 15 ans», a-t-elle déclaré, soulignant que ces Rifains, accusés de séparatisme, se sont réfugiés en Espagne où ils ont demandé l'asile politique. Lina Charif a exhorté, à ce titre, l'UE à utiliser les accords qui la lie au Maroc pour faire pression sur le régime afin qu'il libère les prisonniers politiques. «Il est temps que la communauté internationale fasse quelque chose» pour la population du Rif, a-t-elle encore estimé.

H. I.



Aéroport d'Alger

## Arrestation d'un trafiquant de drogue



Les éléments de la police aux frontières (PAF) de l'aéroport international d'Alger Houari Boumediene ont arrêté un trentenaire, à sa descente d'un vol provenant de France, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international, indique mardi une communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn). Les éléments de la deuxième brigade de la PAF de l'aéroport Houari Boumediene ont arrêté un trentenaire faisant l'objet d'un

mandat d'arrêt lancé par un pays étranger. L'individu a été arrêté lors de l'opération de fouille au niveau des points de contrôle, alors qu'il venait de s'introduire dans le territoire national, à bord d'un vol provenant de France.

L'arrestation a eu lieu après le traitement électronique et la vérification des documents administratifs du voyageur qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt lancé par un pays étranger, dans une affaire de trafic de drogue.

L'individu recherché a été

arrêté et transféré aux juridictions territorialement compétentes pour la finalisation des procédures légales.

A Skikda et à Boumerdès, les services de Sûreté ont traité deux affaires liées à la lutte contre la cybercriminalité, en procédant à l'arrestation de trois individus pour profération de menaces et chantage sur Facebook.

Les services de Sûreté de la wilaya de Skikda ont arrêté un repris de justice dans une affaire d'homicide volontaire, avec l'usage d'une arme blanche. L'arrestation a eu lieu suite à une plainte portant sur l'admission aux urgences de l'hôpital de la wilaya, d'une fille et de sa mère, grièvement blessées suite à une agression à l'arme blanche au niveau de leur domicile.

Suite à cette plainte, les éléments de la Sûreté se sont déplacés sur les lieux du crime et ont arrêté le mis en cause.

Les services de Sûreté de la wilaya de Djelfa ont retrouvé une fille mineure originaire de la daïra de Messaâd, disparue depuis trois mois.

G. K.

Mila

## Nouveau cas de noyade dans la région de Beni Haroun

Un adolescent de 17 ans s'est noyé, mardi, dans les eaux du barrage de Beni Haroun, relevant de la commune de Bouhatem dans la wilaya de Mila, a-t-on appris des services de la Protection civile.

Selon le capitaine Khaldoune El Hacène, responsable de la cellule de communication de la direction de wilaya de la Protection civile, la dépouille de la victime a été repêchée par des citoyens dans une retenue d'eau située en contrebas du barrage, dont la profondeur atteint huit mètres.

La dépouille de l'adolescent a été transférée par les éléments de la Protection civile au service des urgences médicales de Garem Gouga.

C'est le troisième cas de noyade enregistré depuis la semaine dernière, après ceux enregistrés dans la région de Terrai Bâinen, attei-

gnant ainsi cinq cas de noyades dans les retenues et les barrages depuis le début de l'été, conformément aux statistiques établies par la Protection civile.

Au cours de la saison écoulée, sept cas de noyades similaires d'adolescents et de jeunes occasionnées par les baignades dans les eaux du barrage, ont été, pour rappel, recensés. La wilaya de Mila avait élaboré une étude technique pour aménager une plage artificielle sur les rives du barrage de Beni Haroun, mais le projet a été gelé pour des raisons financières.

La situation actuelle est telle qu'elle nécessite un renforcement des campagnes de sensibilisation sur les dangers des baignades dans les eaux de barrages et des retenues d'eau en direction des jeunes.

R. T.

## ACTU...

Mostaganem

### Démantèlement d'une bande de malfaiteurs

La brigade économique et financière de la sûreté de wilaya de Mostaganem a démantelé une bande de malfaiteurs pour dilapidation de deniers publics et abus de pouvoir à l'Office de l'union des coopératives agricoles (UCA) engendrant des pertes matérielles s'élevant à 1 072 400,00 DA, a indiqué mardi un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn). Les services de la police judiciaire ont reçu une instruction du procureur pour effectuer une enquête concernant une plainte de l'Office de l'UCA à Mostaganem pour vol de céréales et abus de confiance. Les bandes vidéo des caméras de surveillance visionnées ont démontré que des vols ont été effectués durant la nuit avec la complicité des agents de sécurité, selon la même source. L'enquête a démontré que certaines caméras ont été couvertes pendant 36 mn pour faciliter la sortie des camions. Tous les mis en cause dans cette affaire ont été identifiés par les éléments de la police et présentés devant les juridictions compétentes. Dans le cadre de la lutte contre la falsification des billets de banque, les éléments de la Sûreté de la wilaya de Constantine ont procédé à l'arrestation d'un suspect qui avait en sa possession des billets de banque d'une valeur de 36 500 DA de type 2 000 DA, 1 000 DA et 500 DA suite à une plainte déposée par un commerçant. H. K.

Laghouat

### Une année de prison avec sursis pour diffusion de sujets du Bac

Le tribunal de Laghouat a condamné huit personnes (19 à 23 ans) à une année de prison avec sursis et une amende de 50 000 DA pour avoir diffusé des sujets et réponses des épreuves du baccalauréat (juin 2017), lors de leur déroulement, sur les réseaux sociaux, a-t-on appris hier auprès de la Sûreté de wilaya. La brigade de lutte contre la cybercriminalité est parvenue à authentifier les matières diffusées sur les réseaux sociaux et à identifier les huit personnes à l'origine de leur diffusion, qui ont été présentées en comparution immédiate devant le procureur de la République près le tribunal de Laghouat, a précisé la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. L'opération a donné lieu également à la saisie d'un outil informatique et des smartphones, a ajouté la même source. K. L.

Tunisie

### Ouverture du procès de l'attentat du Bardo

Le procès de l'attentat terroriste perpétré en 2015 contre le Musée du Bardo en Tunisie s'est ouvert mardi à Tunis, plus de deux ans après cette attaque lors de laquelle 21 touristes étrangers et un policier ont été tués, selon des sources judiciaires citées par des médias. Cette audience, qui n'a pas fait l'objet d'annonce préalable, s'est brièvement déroulée dans la matinée devant le tribunal de première instance de la ville, en présence de 21 accusés - dont deux femmes - en état d'arrestation, a affirmé Samir Ben Amor, un des avocats de la défense, selon les médias. Trois autres, en état de liberté, ne se sont pas présentés, a-t-il ajouté. Une trentaine de personnes sont également poursuivies par contumace, a ajouté Maître Rafik Ghak, autre avocat de la défense. Le procès a été reporté sine die et le parquet doit désormais fixer la date de la prochaine audience, ont indiqué les mêmes sources. L'identité des accusés est inconnue. 21 touristes et un policier tunisien ont été tués par deux assaillants, le 18 mars 2015. R. T.